



Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire

Procès-verbal de la réunion du 20 novembre 2020

(La réunion a eu lieu par visioconférence)

Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 13 novembre 2020
2. 7508 Projet de loi relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement
- Rapporteur : Monsieur François Benoy
- Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
3. Divers

*

Présents : M. Carlo Back, M. François Benoy, Mme Stéphanie Empain, M. Georges Engel, M. Paul Galles, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, Mme Cécile Hemmen, M. Aly Kaes, M. Fred Keup, M. Gilles Roth, M. Jean-Paul Schaaf, M. David Wagner

M. Claude Lamberty, remplaçant M. André Bauler

M. Marc Goergen, observateur délégué

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Joe Ducomble, M. Georges Gehl, M. Thomas Schoos, M. André Weidenhaupt, du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Mme Sarah Jacobs, du groupe parlementaire *déi gréng*

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. François Benoy, Président de la Commission

*

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 13 novembre 2020

Le projet de procès-verbal sous rubrique est approuvé.

2. 7508 Projet de loi relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Les membres de la commission parlementaire examinent les articles du projet de loi sous rubrique, à la lumière de l'avis du Conseil d'État et sur base des deux documents annexés au présent procès-verbal.

Le chapitre 1^{er} « Dispositions générales » (articles 1^{er} à 3) ne soulève ni question, ni commentaire de la part des membres de la Commission.

Le chapitre 2 « Gouvernance climatique et régime juridico-institutionnel » (articles 4 à 12) vise la mise en place d'un cadre institutionnel pour la politique climatique et l'établissement d'un régime pour l'adoption du plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), de la stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique et de la stratégie à long terme pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les questions suivantes sont soulevées dans le contexte de ce chapitre :

- Monsieur David Wagner (déi Lénk) note que le paragraphe 3 initial de l'article 4 a été supprimé suite à une opposition formelle du Conseil d'État qui est d'avis que ce paragraphe ne fait que décrire les objectifs abstraits que la future loi vise à réaliser, que la disposition est donc dénuée d'une quelconque portée normative et qu'elle revêt un caractère vague et imprécis. Suite à un amendement gouvernemental, le Conseil d'État déclare, dans son avis complémentaire, ne pas être en mesure de lever son opposition formelle : dans la mesure où ce paragraphe ne fait qu'énoncer un principe général de la politique poursuivie par le Gouvernement, le Conseil d'État demande de supprimer ce paragraphe. Plutôt que de suivre cette suggestion, l'orateur se demande s'il ne serait pas plus opportun de définir précisément le concept d'équité sociale. Madame la Ministre reconnaît que ce concept est très important et que le Gouvernement avait à cœur de l'inscrire dans la loi. Cependant, à cause du désaccord de la Haute Corporation, il a finalement été retenu de procéder à une énumération d'objectifs climatiques sectoriels, permettant d'analyser l'impact social, économique et budgétaire des mesures prises (voir article 5 du projet de loi).
- Monsieur Jean-Paul Schaaf (CSV) s'interroge sur le paragraphe 4 initial (nouveau paragraphe 3) de l'article 4 qui dispose que « Le recours à l'énergie de source nucléaire est exclu pour atteindre les objectifs visés au présent article et à l'article 5 » ; il souhaite savoir de quelle manière l'électricité que nous importons de l'étranger et qui contient donc possiblement un pourcentage d'énergie de source nucléaire est comptabilisée. Monsieur Gilles Roth (CSV) se demande quant à lui quel est le caractère normatif de ce paragraphe qui, selon lui, n'est qu'une déclaration d'intention sans aucune portée prescriptive pour les citoyens ou les entreprises. Madame la Ministre donne à considérer que cette disposition a une connotation politique très actuelle et qu'elle diffuse un engagement de portée internationale sans aucune équivoque : elle signifie que le Luxembourg, contrairement à d'autres pays, considère que le recours à l'énergie de source nucléaire n'est en aucun cas une solution à la problématique du réchauffement climatique. Madame la Ministre ajoute que le projet de loi sous rubrique n'a aucunement pour vocation de modifier la loi relative à l'organisation du marché de l'électricité en remaniant le mix énergétique du pays, mais

bien de définir la marche à suivre afin de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. À la remarque de Monsieur Gilles Roth, elle répond que le caractère normatif de la disposition existe bel et bien, en ce sens que les instances étatiques devront respecter cette prescription de non-recours à l'énergie de source nucléaire.

- À une question afférente de Madame Martine Hansen (CSV), Madame la Ministre explique que le règlement grand-ducal dont question au paragraphe 2 de l'article 5 qui dispose que « (2) Un règlement grand-ducal détermine les allocations d'émissions annuelles des secteurs visés à l'article 5, paragraphe 1^{er}, pour une première période allant jusqu'au 31 décembre 2029 (...) » n'a pas encore été rédigé. En effet, l'article 6 du projet de loi initial prévoyait d'instituer un comité de coordination interministériel pour l'action climat, dont une des missions était de participer à l'élaboration dudit règlement grand-ducal. Or, le Conseil d'État a demandé la suppression de cet article sous peine d'opposition formelle, au regard du non-respect de l'article 76 de la Constitution selon lequel le Grand-Duc règle l'organisation de son Gouvernement. Le Gouvernement a donc décidé de supprimer cet article dans le cadre de ses amendements gouvernementaux. Ledit comité de coordination interministériel sera cependant mis en place dans les faits dès que la loi sera votée et sera alors chargé de l'élaboration du règlement grand-ducal.
- Madame Martine Hansen fait référence à une motion ayant été adoptée en novembre 2019 lors d'une heure d'actualité au sujet de l'agriculture et dans laquelle la Chambre des Députés invitait le Gouvernement « à étudier la possibilité de comptabilisation au niveau national des effets de substitution des usages de la biomasse agricole aux énergies fossiles, ainsi que le stockage de carbone dans les sols et dans la biomasse du secteur agricole et, le cas échéant, d'intégrer ce principe dans la nouvelle loi relative au climat » ; elle souhaiterait être informée des suites qui ont été réservées à cette motion. Madame Carole Dieschbourg rappelle tout d'abord que le secteur agricole a un potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre très différent de celui du secteur des transports, par exemple. Ce potentiel réside dans l'« utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie » (UTCAF ou, en anglais, LULUCF pour « Land use, land-use change, and forestry ») ; l'UTCAF précise les contributions qui peuvent être comptabilisées au niveau de la stratégie de lutte contre le changement climatique et celles qui ne peuvent pas l'être. Madame la Ministre informe encore qu'une étude est actuellement en cours de réalisation sur les différentes capacités de réduction. Des détails à ce sujet seront fournis à la Chambre des Députés par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.
- Concernant l'article 7, Monsieur Paul Galles (CSV) et Madame Martine Hansen souhaiteraient obtenir des précisions sur la composition de l'Observatoire de la politique climatique. Madame la Ministre donne à considérer qu'il s'agira d'un organe pluridisciplinaire, scientifique et apolitique, qui sera composé de 7 à 9 membres offrant des garanties d'indépendance et disposant de compétences dans une matière en relation directe avec les missions de cet organe. Étant donné que ces membres seront nommés par le Gouvernement en conseil, Madame la Ministre n'est, à ce stade, pas en mesure de donner plus de détails en la matière.
- Suite à une question de Monsieur Jean-Paul Schaaf (CSV) relative aux articles 8 et 9, il est souligné que toute mention de la Commission européenne y a été supprimée, car le Conseil d'État a émis une opposition formelle à cet égard, alors que les relations entre les autorités luxembourgeoises et la Commission européenne n'ont pas leur place dans un dispositif national.
- Les articles 6, 10, 11, 12 ne soulèvent pas de question.

Le chapitre 3 « Fonds climat et énergie » (articles 13 à 15) établit un fonds spécial, dont les missions sont notamment de contribuer au financement des mesures, nationales et internationales, mises en œuvre pour lutter contre le changement climatique. Les points suivants sont abordés dans le contexte de ce chapitre :

- Concernant l'article 13, Madame la Ministre explique que l'intention du Gouvernement était de mettre en place un comité de gestion du fonds. Cependant, le Conseil d'État a maintenu son opposition formelle initiale émise dans son premier avis, et ceci sur le fondement de l'article 76 de la Constitution, en vertu duquel il appartient au seul Grand-Duc d'organiser son Gouvernement. Il est donc proposé de supprimer le paragraphe 3 de l'article 13. Madame Carole Dieschbourg précise cependant que, même si l'existence de cet organe ne sera pas ancrée explicitement dans la loi, le comité existera bel et bien.
- Suite à une question afférente de Madame Martine Hansen concernant le domaine d'intervention du fonds, Madame la Ministre donne à considérer que la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions et des vélos électriques a été spécifiquement ajoutée dans le texte de loi (article 14, paragraphe 1^{er}, point 15°), alors qu'elle n'y figurait pas dans sa version initiale, ceci afin de fournir une base légale au règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2019 portant introduction d'une aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂ et modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, dont l'absence avait été critiquée par le Conseil d'État dans son avis afférent du 9 juin 2020.
- Dans le même ordre d'idées et suite à une nouvelle question de Madame Martine Hansen, il est précisé que le fonds intervient d'une manière générale dans les « projets, programmes, activités, rapports et autres mesures visant la réduction des émissions » (article 14, paragraphe 1^{er}, point 1°), ceci incluant les actions entreprises par le secteur agricole.
- Se référant à une remarque émise par la Chambre des Salariés¹ qui note, dans son avis du 13 février 2020, que les dépenses du fonds risquent d'excéder ses recettes dès 2023, Monsieur Jean-Paul Schaaf souhaite recevoir de plus amples explications sur ce point. Madame la Ministre déclare ne pas avoir d'inquiétude à cet égard, tout en se félicitant des montants importants qui sont consacrés à la lutte contre le réchauffement climatique. S'il est vrai que les recettes engendrées par le *Tanktourismus* sont appelées à baisser, des réflexions seront menées sur la manière dont le fonds devra être alimenté.

Le chapitre 4 « Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre » (articles 16 à 41) prévoit les dispositions nécessaires à l'établissement d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre applicable dans l'Union européenne, afin de favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans des conditions économiquement et écologiquement efficaces et performantes. Il ne soulève ni question, ni commentaire de la part des membres de la Commission.

De la même manière, le chapitre 5 « Dispositions diverses » (articles 42 à 50), qui contient les dispositions nécessaires pour l'exécution de la loi ainsi que les trois annexes, ne soulève ni question, ni commentaire de la part des membres de la Commission.

¹ Extrait de l'avis de la Chambre des Salariés : « Selon les prévisions, les dépenses ajustées dépasseront en 2023 pour la première fois les recettes, et diminueront ainsi les avoirs du Fonds de 777,2 millions d'euros à 774,4 millions d'euros au 31.12.2023. Ainsi, si cette tendance continue, les avoirs du Fonds risquent de diminuer à long terme en raison d'une politique d'investissement plus ambitieuse, alors que pour l'instant il est bien doté ».

3. Divers

Monsieur le Président informe que les prochaines réunions auront lieu les 25 et 27 novembre 2020² ; il donne également à considérer que la demande du groupe parlementaire CSV pour la convocation d'une réunion jointe de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de l'Aménagement du territoire et de la Commission de l'Economie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace au sujet des entrepôts des entreprises de construction sera traitée dans les meilleurs délais, probablement en janvier 2021.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2020

La Secrétaire,
Rachel Moris

Le Président,
François Benoy

² Note du secrétariat : la réunion du 25 novembre a dû être annulée en raison de la tenue d'une séance publique.

Projet de loi amendé	<u>Avis complémentaire CE</u>	Proposition du Gouvernement
<p><u>Amendement 1</u></p> <p>Art. 3. Annexes 1° annexe I: « Catégories d'activités auxquelles s'applique la présente loi » 2° annexe III : « Secteurs visés à l'article 5 » <u>3° Les modifications aux annexes II, IV et V de la directive 2003/87/CE précitée telles que modifiées par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité de l'article 22 et de l'article 23 de cette directive s'appliquent avec effet au jour de la date de l'entrée en vigueur des actes afférents de la Commission européenne.</u> <u>Le ministre publiera un avis au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, renseignant sur les modifications ainsi intervenues, en y ajoutant une référence à l'acte publié au Journal officiel de l'Union européenne.</u></p>	<p>L'amendement sous examen introduit un nouveau point 3° à l'article 3 du projet de loi, tel qu'il a été amendé, prévoyant une transposition dynamique des annexes II, IV et V de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil. L'amendement n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.</p>	
<p><u>Amendement 2</u></p> <p>Art. 4. Principes et objectifs climatiques nationaux (1) La présente loi établit un cadre pour un climat sûr et sain pour l'humain et la biodiversité, tout en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température moyenne de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. (2) La présente loi contribue à la mise en œuvre des objectifs de l'Accord de Paris. A cette fin, elle vise :</p> <p style="padding-left: 40px;">1° l'objectif à long terme de la neutralité climatique, qui consiste à atteindre le « zéro</p>		<p>Art. 4. Principes et objectifs climatiques nationaux (1) La présente loi établit un cadre pour un climat sûr et sain pour l'humain et la biodiversité, tout en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température moyenne de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. (2) La présente loi contribue à la mise en œuvre des objectifs de l'Accord de Paris. A cette fin, elle vise :</p> <p style="padding-left: 40px;">1° l'objectif à long terme de la neutralité climatique, qui consiste à atteindre le « zéro</p>

<p>émissions nettes » au Luxembourg, d'ici 2050 au plus tard ;</p> <p>2° l'objectif intermédiaire qui consiste à réduire de 55 pour cent d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2005 les émissions attribuées au Luxembourg au titre du règlement (UE) 2018/842 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris et modifiant le règlement (UE) n°525/2013.</p> <p><u>(3) Les mesures prises afin de réaliser les allocations d'émissions annuelles respectives des secteurs visés à l'article 5 sont évaluées quant à leur impact sur l'équité sociale et, le cas échéant, complétées par un mécanisme de redistribution financière calculée en fonction de la situation sociale des personnes concernées.</u></p> <p>(4) Le recours à l'énergie de source nucléaire est exclu pour atteindre les objectifs visés aux présent article et à l'article 5.</p>	<p>L'amendement 2 entend répondre à l'opposition formelle formulée par le Conseil d'État par rapport à l'article 4, paragraphe 5, du projet de loi initial. Les dispositions de l'article 4, paragraphe 5, du projet initial ont été modifiées et intégrées dans le nouvel article 4, paragraphe 3. En ce qui concerne ce dernier paragraphe, le Conseil d'État note que les auteurs de l'amendement ont précisé que les mesures visées ne concernent que celles qui sont « prises afin de réaliser les allocations d'émissions annuelles respectives des secteurs visés à l'article 5 ». Cependant, le Conseil d'État estime que cette disposition est mal formulée étant donné que les mesures ne sont pas prises afin de « réaliser » des allocations d'émission, mais plutôt afin de « respecter les limites » des allocations. En outre, l'amendement sous revue ne répond pas à l'opposition formelle et aux questions que le Conseil d'État avait soulevées dans son avis par rapport au projet de loi initial et concernant plus particulièrement</p>	<p>émissions nettes » au Luxembourg, d'ici 2050 au plus tard ;</p> <p>2° l'objectif intermédiaire qui consiste à réduire de 55 pour cent d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2005 les émissions attribuées au Luxembourg au titre du règlement (UE) 2018/842 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris et modifiant le règlement (UE) n°525/2013.</p> <p>(3) Les mesures prises afin de réaliser les allocations d'émissions annuelles respectives des secteurs visés à l'article 5 sont évaluées quant à leur impact sur l'équité sociale et, le cas échéant, complétées par un mécanisme de redistribution financière calculée en fonction de la situation sociale des personnes concernées.</p> <p>(4) (3) Le recours à l'énergie de source nucléaire est exclu pour atteindre les objectifs visés aux présent article et à l'article 5.</p>
---	---	---

	<p>l'appréciation de l'équité sociale visée par les auteurs de la loi en projet sous avis et la méthode d'évaluation de ces mesures par rapport à leur impact sur l'équité sociale. Vu ce qui précède, le Conseil d'État n'est pas en mesure de lever son opposition formelle formulée par rapport à l'ancien article 4, paragraphe 5, et au nouvel article 4, paragraphe 3. Dans la mesure où ce paragraphe ne fait qu'énoncer un principe général de la politique poursuivie par le Gouvernement, tout comme les autres paragraphes du projet de loi initial que les auteurs ont cependant supprimés au texte coordonné, le Conseil d'État demande aux auteurs de supprimer également le paragraphe 3 sous revue et se déclare d'ores et déjà d'accord pour lever son opposition formelle si les auteurs procèdent de la manière.</p>	
<p><u>Amendement 3</u></p> <p>Art. 5. Objectifs climatiques sectoriels (1) Les objectifs de réduction des émissions sont fixés dans les secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° industries de l'énergie et manufacturières, construction ; 2° transports ; 3° bâtiments résidentiels et tertiaires ; 4° agriculture et sylviculture ; 5° traitement des déchets et des eaux usées. <p>L'annexe II délimite les secteurs visés à l'alinéa 1^{er}.</p> <p><u>(2) Un règlement grand-ducal détermine les allocations d'émissions annuelles respectives des secteurs dont question au paragraphe 1^{er}, pour une première période allant jusqu'à 2030 et pour chaque période subséquente de dix ans. Sous réserve des flexibilités prévues aux</u></p>	<p>L'amendement 3 vise à modifier l'article 5, paragraphe 2, du projet de loi initial.</p> <p>Dans son avis précité du 9 juin 2020, le Conseil d'État avait formulé une opposition formelle par rapport à l'article 5, paragraphe 2, du projet initial. Il y avait</p>	<p><u>Amendement 3</u></p> <p>Art. 5. Objectifs climatiques sectoriels (1) Les objectifs de réduction des émissions sont fixés dans les secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° industries de l'énergie et manufacturières, construction ; 2° transports ; 3° bâtiments résidentiels et tertiaires ; 4° agriculture et sylviculture ; 5° traitement des déchets et des eaux usées. <p>L'annexe II délimite les secteurs visés à l'alinéa 1^{er}.</p> <p>(2) Un règlement grand-ducal détermine les allocations d'émissions annuelles respectives des secteurs dont question au paragraphe 1^{er}, pour une première période allant jusqu'à 2030 et pour chaque période subséquente de dix ans. Les émissions des secteurs diminuent de</p>

<p>paragraphe 4 et 5, les Les émissions des secteurs diminuent de manière régulière et continue selon le mécanisme visé à l'article 4 du règlement (UE) 2018/842 précité. <u>Un règlement grand-ducal détermine les allocations d'émissions respectives des secteurs dont question au paragraphe 1^{er}, pour une première période allant jusqu'à 2030 et pour chaque période ultérieure. La somme des allocations des secteurs visés au paragraphe 1^{er} réalise les objectifs de l'article 4, paragraphe 2. Le règlement grand-ducal prend en considération le potentiel de réduction des différents secteurs et leur impact social, économique et budgétaire.</u></p> <p>(3) Le ministre ayant le climat dans ses attributions, dénommé ci-après le « ministre », comptabilise les émissions des secteurs.</p> <p>(4) Dans la mesure où il résulte du bilan visé au paragraphe 3 que les émissions dans un secteur dépassent ou n'atteignent pas la quantité d'émissions disponible sur une période d'un an, la différence est reportée sur la quantité d'émissions disponible du même secteur pour l'année suivante de la ou des périodes visées au paragraphe 2.</p> <p>Sous réserve que les objectifs nationaux de réduction des émissions soient atteints et dans la mesure où les émissions comptabilisées d'un secteur n'atteignent pas la quantité d'émission disponible pour ce secteur en vertu du paragraphe 2, la différence peut être portée au crédit d'un autre secteur dont les émissions comptabilisées dépassent les émissions disponibles.</p> <p>(5) Les établissements visés à l'Annexe I sont exclus du champ d'application du présent article.</p>	<p>critiqué l'article 5, paragraphe 2, sur deux points concrets, à savoir qu'il « ne fixe pas l'objectif des mesures d'exécution en ce qu'[il] n'énonce pas les règles applicables pour déterminer les allocations d'émissions par secteur ni les périodes ou périodicités concernées ». Il avait rappelé que « la disposition sous avis relève de la matière réservée à la loi en vertu de l'article 11, paragraphe 6, de la Constitution » et que « l'intervention d'un règlement grand-ducal ne se conçoit que dans le cadre tracé par l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution ».</p> <p>L'amendement 3 se veut encadrer l'exercice du pouvoir réglementaire prévu au paragraphe 2 pour déterminer « les allocations d'émissions annuelles » par secteur. Il précise par ailleurs que la somme des allocations des secteurs visés au paragraphe 1^{er} de l'article sous revue « réalise les objectifs de l'article 4, paragraphe 2 » et que le « potentiel de réduction des différents secteurs » ainsi que « leur impact social, économique et budgétaire » constituent le cadre dans lequel le règlement grand-ducal détermine les allocations d'émissions annuelles des secteurs.</p> <p>Au commentaire de l'amendement sous examen, les auteurs argumentent que « contrairement à ce que la Haute Corporation avance, le règlement grand-ducal n'est pas censé fixer des mesures qui entraîneraient des restrictions à la liberté de commerce » et que « son objectif est bel et bien de fixer les objectifs sectoriels ». La fixation de ces derniers n'entraînerait, selon les auteurs, pas de restriction à la liberté de commerce protégée par l'article 11, paragraphe 6, de la Constitution.</p> <p>Il convient, tout d'abord, de préciser que le Conseil d'État n'avait pas affirmé que le règlement grand-ducal en question devrait fixer des « mesures » qui</p>	<p>manière régulière et continue selon le mécanisme visé à l'article 4 du règlement (UE) 2018/842 précité. La somme des allocations des secteurs visés au paragraphe 1^{er} réalise les objectifs de l'article 4, paragraphe 2. Le règlement grand-ducal prend en considération le potentiel de réduction des différents secteurs et leur impact social, économique et budgétaire.</p> <p><u>Un règlement grand-ducal détermine les allocations d'émissions annuelles des secteurs visés à l'article 5, paragraphe 1^{er}, pour une première période allant jusqu'au 31 décembre 2029. Ces allocations d'émissions annuelles sont fixées pour chaque période subséquente de dix ans par voie de règlement grand-ducal à prendre avant le début de la période donnée.</u></p> <p><u>Les allocations d'émissions annuelles seront déterminées:</u></p> <p><u>1° de façon à ce que les émissions de ces secteurs diminuent de manière régulière et continue selon le mécanisme visé à l'article 4 du règlement (UE) 2018/842 précité ;</u></p> <p><u>2° en tenant compte du potentiel de réduction des différents secteurs ;</u></p> <p><u>3° en fonction de l'impact social, économique et budgétaire.</u></p> <p>(3) Le ministre ayant le climat dans ses attributions, dénommé ci-après le « ministre », comptabilise les émissions des secteurs.</p> <p>(4) Dans la mesure où il résulte du bilan visé au paragraphe 3 que les émissions dans un secteur dépassent ou n'atteignent pas la quantité d'émissions disponible sur une période d'un an, la différence est reportée sur la quantité d'émissions disponible du même secteur pour l'année suivante de la ou des périodes visées au paragraphe 2.</p> <p>Sous réserve que les objectifs nationaux de réduction des émissions soient atteints et dans la mesure où les</p>
--	--	--

	<p>entraîneraient des restrictions à la liberté de commerce, mais avait critiqué que le dispositif de la loi en projet ne précisait pas « les règles applicables pour déterminer les allocations d'émissions par secteur ». En effet, le Conseil d'État estime que la fixation d'objectifs par secteur par le biais d'un règlement grand-ducal, sans autre précision dans le dispositif de la loi en projet, aurait risqué de porter atteinte à la liberté de commerce et de l'industrie.</p> <p>Les auteurs ont essayé de répondre à l'opposition formelle du Conseil d'État en encadrant « davantage l'exercice du pouvoir réglementaire ainsi que les périodicités concernées ». Les « périodicités concernées » ont été précisées dans la mesure où le texte ne fait plus référence à des périodes « ultérieures », mais à des périodes de « dix ans ». Il n'en demeure pas moins que le texte reste ambigu, comme le Conseil d'État l'avait soulevé dans son premier avis, étant donné qu'il n'est toujours pas clair si le règlement grand-ducal fixe les allocations non seulement pour la première période allant jusqu'à 2030, mais également pour les périodes décennales à partir de 2030, ou bien si pour chaque période il est entendu qu'un règlement grand-ducal à prendre en amont de la nouvelle période précisera les objectifs à atteindre. Enfin, dans un souci de prévisibilité pour les secteurs concernés, il y aurait lieu de préciser que le règlement grand-ducal est à prendre avant l'échéance de la période décennale en cours.</p> <p>En ce qui concerne les règles applicables pour déterminer les allocations d'émissions par secteur, le Conseil d'État constate que les auteurs ont essayé de créer un cadre légal pour le règlement grand-ducal en question. Ainsi, le texte précise, entre autres, que la somme des allocations des secteurs « réalise les</p>	<p>émissions comptabilisées d'un secteur n'atteignent pas la quantité d'émission disponible pour ce secteur en vertu du paragraphe 2, la différence peut être portée au crédit d'un autre secteur dont les émissions comptabilisées dépassent les émissions disponibles.</p> <p>(5) Les établissements visés à l' Annexe I sont exclus du champ d'application du présent article.</p>
--	--	---

objectifs de l'article 4, paragraphe 2 ». Cette disposition est mal rédigée. D'abord, il y a lieu de préciser que les objectifs de réduction d'émissions, dont il est question à l'article 4, paragraphe 2, constituent un objectif à atteindre par le Luxembourg en général et ne concernent donc pas seulement les secteurs visés à l'article 5 de la loi en projet. De plus, la formulation proposée par les auteurs pourrait laisser sous-entendre que seuls les secteurs visés à l'article 5 permettent d'atteindre ces objectifs de réduction. Or, ce n'est pas la somme des allocations des secteurs visés par les auteurs qui réalise les objectifs de l'article 4, paragraphe 2. En dernier lieu, le Conseil d'État s'interroge sur l'utilité d'une telle disposition qui ne tend en définitive qu'à souligner les objectifs de l'article 4, paragraphe 2.

Vu ce qui précède, et afin de mettre le Conseil d'État en mesure de lever son opposition formelle, l'article 5, paragraphe 2, devrait avoir la teneur suivante :

« Un règlement grand-ducal détermine les allocations d'émissions annuelles des secteurs visés à l'article 5, paragraphe 1er, pour une première période allant jusqu'au 31 décembre 2029. Ces allocations d'émissions annuelles sont fixées pour chaque période subséquente de dix ans par voie de règlement grand-ducal à prendre avant le début de la période donnée. Les allocations d'émissions annuelles seront déterminées :

1° de façon à ce que les émissions de ces secteurs diminuent de manière régulière et continue selon le mécanisme visé à l'article 4 du règlement (UE) 2018/842 précité ;

2° en tenant compte du potentiel de réduction des différents secteurs ;

	3° en fonction de l'impact social, économique et budgétaire. »	
<p>Amendement 4</p> <p>Art. 6. Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique <u>(1) En exécution de l'article 11 du règlement (UE) 2018/1999 précité, il est créé une plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, dénommée ci-après « Plateforme climat ».</u> La pPlateforme climat a pour mission: a) <u>d'être un forum de discussion sur le climat ;</u> b) <u>de proposer des recherches et études dans tous les domaines ayant trait au climat;</u> c) <u>d'établir des liens avec les comités comparables des pays membres de l'Union Européenne;</u> d) <u>d'instaurer un dialogue multiniveaux entre des représentants des communes, d'organisations de la société civile, du monde des entreprises, des investisseurs et d'autres parties prenantes concernées ainsi que du grand public;</u> e) <u>de participer à l'élaboration de l'avant-projet de plan national intégré énergie-climat ;</u> f) <u>d'émettre des avis, sur demande du gouvernement en conseil, sur toutes mesures relatives à la politique nationale climatique prises ou envisagées, notamment sur l'exécution des engagements internationaux ou d'étudier de sa propre initiative l'opportunité de nouvelles mesures ou de modifications de mesures en place.</u> (2) Les membres de la Plateforme climat sont nommés par le Gouvernement en conseil pour une durée de cinq ans. Le mandat des membres sortants est renouvelable. En cas de vacance de poste, il sera procédé à la</p>	<p>Par l'amendement sous revue, les auteurs tiennent compte des observations du Conseil d'État concernant le silence de la loi quant à la composition et aux missions de la Plateforme climat. Ces dernières se trouvent désormais détaillées à l'article 6, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 nouveau, ce qui permet au Conseil d'État de lever son opposition formelle y relative.</p>	<p>Amendement 4</p> <p>Art. 6. Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique (1) En exécution de l'article 11 du règlement (UE) 2018/1999 précité, il est créé une plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, dénommée ci-après « Plateforme climat ». La plateforme climat a pour mission: a) d'être un forum de discussion sur le climat ; b) de proposer des recherches et <u>des études</u> dans tous les domaines ayant trait au climat; c) d'établir des liens avec les comités comparables des pays <u>Etats</u> membres de l'Union Européenne; d) d'instaurer un dialogue multiniveaux entre des représentants des communes, d'organisations de la société civile, du monde des entreprises, des investisseurs et d'autres parties prenantes concernées ainsi que du grand public; e) de participer à l'élaboration de l'avant-projet de plan national intégré en matière d'énergie-climat ; f) d'émettre des avis, sur demande du gouvernement en conseil, sur toutes mesures relatives à la politique nationale climatique prises ou envisagées, notamment sur l'exécution des engagements internationaux ou d'étudier de sa propre initiative l'opportunité de nouvelles mesures ou de modifications de mesures en place. (2) Les membres de la Plateforme climat sont nommés par le Gouvernement en conseil pour une durée de cinq ans. Le mandat des membres sortants est renouvelable. En cas de vacance de poste, il sera procédé à la nomination d'un</p>

<p><u>nomination d'un nouveau membre qui termine le mandat de celui qu'il remplace.</u> <u>(3) La Plateforme climat est présidée par un représentant du ministre, Le ministre met à disposition de la Plateforme un secrétariat permanent. En cas de besoin et sur demande d'un cinquième des membres, le président de la Plateforme peut de sa propre initiative ou d'un autre membre faire appel à un ou plusieurs experts ou mettre en place des groupes de travail.</u> <u>(4) La plateforme climat dispose d'une dotation annuelle à la charge du budget de l'Etat. »</u></p>		<p>nouveau membre qui termine le mandat de celui qu'il remplace. (3) La Plateforme climat est présidée par un représentant du ministre, Le ministre met à disposition de la Plateforme un secrétariat permanent. En cas de besoin et sur demande d'un cinquième des membres, le président de la Plateforme peut de sa propre initiative ou d'un autre membre faire appel à un ou plusieurs experts ou mettre en place des groupes de travail. (4) La Plateforme climat dispose d'une dotation annuelle à la charge du budget de l'Etat. »</p>
<p><u>Amendement 5</u></p> <p>Art. 7. Observatoire de la politique climatique (1) Il est créé un Observatoire du climat, ci-après dénommé « l'Observatoire », qui a pour missions: 1° de conseiller en matière de projets, actions ou mesures susceptibles d'avoir un impact sur la politique climatique ; 2° d'évaluer scientifiquement les mesures réalisées ou envisagées en matière de politique climatique et d'en analyser l'efficacité, ainsi que de proposer de nouvelles mesures; 3° de rédiger à l'attention du Gouvernement un rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique climatique ; et 4° de proposer des recherches et études dans tous les domaines ayant trait au climat. (2) L'Observatoire est composé de sept à neuf membres choisis parmi des personnalités disposant de compétences dans une matière en relation directe avec les missions de l'Observatoire.</p>	<p>L'amendement 5 reprend dans une large mesure les suggestions formulées par le Conseil d'État et n'appelle pas d'autre observation de sa part.</p>	<p><u>Amendement 5</u></p> <p>Art. 7. Observatoire de la politique climatique (1) Il est créé un Observatoire du climat, ci-après dénommé « l'Observatoire », qui a pour missions: 1° de conseiller en matière de projets, actions ou mesures susceptibles d'avoir un impact sur la politique climatique ; 2° d'évaluer scientifiquement les mesures réalisées ou envisagées en matière de politique climatique et d'en analyser l'efficacité, ainsi que de proposer de nouvelles mesures; 3° de rédiger à l'attention du Gouvernement un rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique climatique ; et 4° de proposer des recherches et études dans tous les domaines ayant trait au climat. (2) L'Observatoire est composé de sept à neuf membres choisis parmi des personnalités disposant de compétences dans une matière en relation directe avec les missions de l'Observatoire.</p>

<p>(3) Le Gouvernement en conseil, nomme les membres de l'observatoire pour cinq ans et leur met à disposition un secrétariat permanent. Le mandat des membres sortants est renouvelable.</p> <p>(4) Les membres de l'Observatoire ont droit à des indemnités sous forme de jetons de présence, pour leur participation aux réunions de l'Observatoire. Ces indemnités revenant à ses membres sont arrêtées par règlement grand-ducal.</p> <p>(5) L'Observatoire dispose d'une dotation annuelle à la charge du budget de l'Etat.</p> <p>(6) L'Observatoire peut émettre des avis de sa propre initiative.</p>		<p>(3) Le Gouvernement en conseil, nomme les membres de l'observatoire pour cinq ans et leur met à disposition un secrétariat permanent. Le mandat des membres sortants est renouvelable.</p> <p>(4) Les membres de l'Observatoire ont droit à des indemnités sous forme de jetons de présence, pour leur participation aux réunions de l'Observatoire. Ces indemnités revenant à ses membres sont arrêtées par règlement grand-ducal.</p> <p>(5) L'Observatoire dispose d'une dotation annuelle à la charge du budget de l'Etat.</p> <p>(6) L'Observatoire peut émettre des avis de sa propre initiative.</p>
<p>Amendement 6</p> <p>Art. 8. Projet de plan national intégré matière d'énergie et de climat</p> <p>(1) En 2027 et tous les dix ans par la suite, l'avant-projet de plan national intégré matière d'énergie-climat est élaboré conjointement par le ministre et le ministre ayant l'énergie dans ses attributions.</p> <p>Au plus tard le 1^{er} septembre 2027 et tous les dix ans par la suite et sur décision du Gouvernement en conseil, cet avant-projet de plan national intégré matière d'énergie climat est transmis par les ministres visés au paragraphe 1^{er} à la Plateforme climat et est publié sur un site internet créé à cet effet pendant 30 jours aux fins d'enquête publique permettant aux personnes intéressées de formuler leurs observations. Au plus tard le 1^{er} décembre de la même année, l'avis de la Plateforme climat doit parvenir aux ministres visés au paragraphe 1^{er}.</p> <p>(2) Le projet de plan national intégré énergie-climat visé au paragraphe 1er tient compte de l'avis et de l'enquête publique visés au paragraphe 2 et est soumis, après</p>	<p>Les amendements 6 et 7 ont trait à l'élaboration du projet de plan et du plan national intégré en matière d'énergie et de climat.</p> <p>Les nouveaux articles 8 et 9 de la loi en projet entendent mettre en oeuvre les articles 3 et 9 du règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, modifiant les règlements (CE) n° 663/2009 et (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil, les directives 94/22/CE, 98/70/CE, 2009/31/CE, 2009/73/CE, 2010/31/UE, 2012/27/UE et 2013/30/UE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2009/119/CE et (UE) 2015/652 du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil. Le nouvel article 8 introduit une consultation préalable du public, telle qu'exigée par les articles 9 à 11 du règlement européen précité. Ce</p>	<p>Art. 8. Projet de plan national intégré matière d'énergie énergie et de climat</p> <p>(1) En 2027 et tous les dix ans par la suite, l'avant-projet de plan national intégré matière d'énergie-climat est élaboré conjointement par le ministre et le ministre ayant l'énergie dans ses attributions.</p> <p>Au plus tard le 1^{er} septembre 2027 et tous les dix ans par la suite et sur décision du Gouvernement en conseil, cet avant-projet de plan national intégré matière d'énergie climat est transmis par les ministres visés au paragraphe 1^{er} à la Plateforme climat et est publié sur un site internet créé à cet effet pendant 30 jours aux fins d'enquête publique permettant aux personnes intéressées de formuler leurs observations. Au plus tard le 1^{er} décembre de la même année, l'avis de la Plateforme climat doit parvenir aux ministres visés au paragraphe à l'alinéa 1^{er}.</p> <p>(2) Le projet de plan national intégré matière d'énergie climat visé au paragraphe 1er tient compte de l'avis et de l'enquête publique visés au paragraphe <u>2</u> 1^{er}, alinéa <u>2</u> et</p>

<p>approbation par le Gouvernement en conseil, pour avis à la Commission européenne au plus tard le 1^{er} janvier de l'année suivant l'année visée au paragraphe 1^{er}.</p>	<p>faisant, les auteurs répondent à une opposition formelle du Conseil d'État qu'il est dès lors en mesure de lever. Concernant le libellé du nouvel article 8, paragraphe 2, le Conseil d'État demande aux auteurs de renvoyer non pas au paragraphe 2, mais au paragraphe 1er qui détermine la consultation publique, et de supprimer in fine la partie de phrase faisant référence aux relations entre le Luxembourg et la Commission européenne pour écrire :</p>	<p>est soumis, après approbation par le Gouvernement en conseil, pour avis à la Commission européenne au plus tard le 1^{er} janvier de l'année suivant l'année visée au paragraphe 1^{er}.</p>
<p>Amendement 7 Art. 9. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat</p> <p>(1) Au plus tard le 1er janvier 2029, ensuite tous les dix ans, le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat est déposé. (1) Après le dépôt visé à l'article 9, paragraphe 2, le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat fait l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement visée par la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Le projet et l'évaluation des incidences font l'objet de la consultation du public visée à l'article 7 de la loi modifiée du 22 mai 2008 précitée.</p> <p>(2) Après approbation par le Gouvernement en conseil, le plan est publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et il est déposé auprès de la Commission, conformément à l'article 3 du règlement (UE) 2018/1999 précité »</p>	<p>« [...] de l'avis et de l'enquête publique visés au paragraphe 1er et est approuvé par le Gouvernement en conseil. »</p> <p>En ce qui concerne le nouvel article 9, le Conseil d'État note que les auteurs ont maintenu le paragraphe 1er de l'ancien article 10, ce qui pose problème en ce que ce paragraphe reprend l'article 3 du règlement (UE) 2018/1999. Le Conseil d'État n'est dès lors pas en mesure de lever son opposition formelle et demande aux auteurs de supprimer ce paragraphe, comme cela est d'ailleurs le cas, à juste titre, dans le texte coordonné joint aux amendements gouvernementaux sous avis.</p> <p>Par ailleurs, étant donné que des références concernant les relations entre le Luxembourg et la Commission européenne sont à omettre, le début de phrase du nouvel article 9, paragraphe 1er, est à supprimer, pour écrire :</p> <p>« (1) Le projet de plan intégré en matière d'énergie et de climat [...] ».</p> <p>En ce qui concerne le nouvel article 9, paragraphe 2, le Conseil d'État prend acte que les auteurs prévoient la publication du plan au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. Il demande cependant la suppression du dernier bout de phrase et d'écrire :</p>	<p>Art. 9. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat</p> <p>(1) Au plus tard le 1er janvier 2029, ensuite tous les dix ans, le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat est déposé. (1) Après le dépôt visé à l'article 9, au paragraphe 2, Le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat fait l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement visée par la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Le projet et l'évaluation des incidences font l'objet de la consultation du public visée à l'article 7 de la loi modifiée <u>précitée</u> du 22 mai 2008 précitée.</p> <p>(2) Après approbation par le Gouvernement en conseil, le plan est publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et il est déposé auprès de la Commission, conformément à l'article 3 du règlement (UE) 2018/1999 précité »</p>

	« [...] le plan est publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. »	
<p>Amendement 8 Art. 13 Art. 12. Stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique <u>(1) La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique vise à réduire la vulnérabilité aux conséquences du changement climatique. Elle vise à identifier les capacités d'adaptation, d'accroître la résilience et de réduire la vulnérabilité au changement climatique.</u> (2) Au plus tard le 1^{er} janvier 2029, et tous les dix ans par la suite, sur la base d'un projet établi par le ministre, le gouvernement en conseil arrête établit une stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique à un horizon d'au moins cinquante ans et la publie au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique est, le cas échéant, actualisée de la même manière tous les cinq ans.</p>	<p>L'amendement 8 n'appelle pas d'observation quant au fond. Le Conseil d'État suggère néanmoins de remplacer, à la première phrase du nouvel article 12, paragraphe 1er, les termes « vise à » par les termes « a pour objet de », et d'inverser les paragraphes 1er et 2 du même article.</p>	<p>Art. 12. Stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique <u>(1) Au plus tard le 1^{er} janvier 2029, et tous les dix ans par la suite, sur la base d'un projet établi par le ministre, le gouvernement en conseil établit une stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique à un horizon d'au moins cinquante ans et la publie au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique est, le cas échéant, actualisée de la même manière tous les cinq ans.</u> (2) La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique vise à réduire la vulnérabilité aux conséquences du changement climatique. Elle vise à a pour objet d'identifier les capacités d'adaptation, d'accroître la résilience et de réduire la vulnérabilité au changement climatique.</p>
<p>Amendement 9 Art. 13. Fonds climat et énergie (1) Il est institué un fonds spécial sous la dénomination de « Fonds climat et énergie », appelé « fonds » par la suite. Le fonds reprend les avoirs dont dispose le Fonds climat et énergie créé par l'article 22 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et reprend ses actifs au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. (2) Le financement des projets se fait sur décision—du ministre</p>	<p>L'amendement 9 a trait à la création d'un « Fonds climat et énergie ». Dans son avis précité du 9 juin 2020, le Conseil d'État avait formulé deux oppositions formelles, chacune sur le fondement de l'article 76 de la Constitution : la première critiquait le mécanisme de décision conjointe de deux ministres à l'article 14, paragraphe 3, du projet initial, et la deuxième, l'institution d'un comité interministériel à l'article 14, paragraphe 4, du projet initial. Le Conseil d'État note que les auteurs ont supprimé le mécanisme de « décision conjointe » au nouvel article</p>	<p>Art. 13. Fonds climat et énergie (1) Il est institué un fonds spécial sous la dénomination de « Fonds climat et énergie », appelé « fonds » par la suite. Le fonds reprend les avoirs dont dispose le Fonds climat et énergie créé par l'article 22 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et reprend ses actifs au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. (2) Le financement des projets se fait sur décision—du ministre</p>

<p>Le financement des projets se fait conformément à la programmation financière pluriannuelle telle que prévue par la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques.</p> <p>(3) Il est créé un comité de gestion du fonds, dénommé « Comité de gestion fonds », chargé de conseiller le ministre, placé sous l'autorité du ministre et composé de trois délégués du ministre, d'un délégué du ministre ayant l'Energie dans ses attributions, de deux délégués du ministre ayant les Finances dans ses attributions et d'un délégué du ministre ayant la Coopération et l'Action humanitaire dans ses compétences.</p> <p>Le Comité de gestion fonds est présidé par un délégué du ministre. Un règlement grand-ducal précise les modalités de fonctionnement du Comité de gestion fonds.</p> <p>Les missions du Comité de gestion fonds sont :</p> <p>1° la planification pluriannuelle des dépenses du fonds;</p> <p>2° l'ajustement du rythme des dépenses aux disponibilités financières du fonds;</p> <p>3° la réorientation progressive du fonds vers des investissements de nature préventive.</p> <p>Le Comité de gestion fonds peut recueillir tous les renseignements nécessaires à l'appréciation des dossiers lui soumis et se faire assister par des experts.</p> <p>(4) Le fonds a pour objet de contribuer au financement :</p> <p>1° des mesures nationales qui sont mises en œuvre pour lutter contre le changement climatique, et pour promouvoir les énergies renouvelables ;</p>	<p>13 ; il est donc en mesure de lever son opposition formelle y afférente. En ce qui concerne la deuxième opposition formelle précitée, le Conseil d'État constate que les auteurs ont rebaptisé le « comité interministériel », critiqué par le Conseil d'État, en « Comité de gestion fonds » et qu'ils ont précisé les missions de ce comité. Cependant ce comité, tout comme le comité interministériel prévu au projet initial, reste composé de représentants des différents ministères concernés. Aussi, le Conseil d'État n'est-il pas en mesure de lever son opposition formelle, vu que l'article 76 de la Constitution réserve au seul Grand-Duc la compétence d'organiser le Gouvernement en pleine indépendance du pouvoir législatif.</p> <p>Le Conseil d'État renvoie, à cet égard, à l'observation concernant l'article 2, émise dans son avis du 12 novembre 2019 relatif à la proposition de loi no 7433 pour une finance durable et modifiant la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif : « Concernant cette disposition, le Conseil d'État se doit de rappeler que l'article 76, alinéa 1er, de la Constitution confère un pouvoir réglementaire direct, autonome et exclusif au Grand-Duc aux fins de régler l'organisation de son Gouvernement¹. Le pouvoir réglementaire en question, dans la mesure où il est dérivé directement de la Constitution, ne souffre ainsi pas l'intervention du législateur, ce qui amène le Conseil d'État, ici encore, à s'opposer formellement au dispositif proposé pour non-conformité à l'article 76, alinéa 1er, de la Constitution. Le Chef de l'État, en vertu du pouvoir réglementaire dit "spontané" que lui accorde la Constitution, sera libre d'intervenir par la voie d'un ou de plusieurs règlements grand-ducaux afin de mettre</p>	<p>Le financement des projets se fait conformément à la programmation financière pluriannuelle telle que prévue par la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques.</p> <p>(3) Il est créé un comité de gestion du fonds, dénommé « Comité de gestion fonds », chargé de conseiller le ministre, placé sous l'autorité du ministre et composé de trois délégués du ministre, d'un délégué du ministre ayant l'Energie dans ses attributions, de deux délégués du ministre ayant les Finances dans ses attributions et d'un délégué du ministre ayant la Coopération et l'Action humanitaire dans ses compétences.</p> <p>Le Comité de gestion fonds est présidé par un délégué du ministre. Un règlement grand-ducal précise les modalités de fonctionnement du Comité de gestion fonds.</p> <p>Les missions du Comité de gestion fonds sont :</p> <p>1° la planification pluriannuelle des dépenses du fonds;</p> <p>2° l'ajustement du rythme des dépenses aux disponibilités financières du fonds;</p> <p>3° la réorientation progressive du fonds vers des investissements de nature préventive.</p> <p>Le Comité de gestion fonds peut recueillir tous les renseignements nécessaires à l'appréciation des dossiers lui soumis et se faire assister par des experts.</p> <p><u>(4) (3)</u> Le fonds a pour objet de contribuer au financement :</p> <p>1° des mesures nationales qui sont mises en œuvre pour lutter contre le changement climatique, et pour promouvoir les énergies renouvelables ;</p>
---	--	---

<p>2° des mesures de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement ; et 3° des mécanismes de flexibilité créés par le protocole de Kyoto et par l'Accord de Paris, ceux prévus par la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les Etats membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de l'Union en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020, ainsi que ceux prévus par le règlement (UE) 2018/842 précité.</p>	<p>en place les organismes que le pouvoir exécutif jugera nécessaires.2 » Au vu des développements qui précèdent, le Conseil d'État demande aux auteurs de faire abstraction de toute référence au comité interministériel en question et de supprimer le nouvel article 13, paragraphe 3.</p>	<p>2° des mesures de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement ; et 3° des mécanismes de flexibilité créés par le protocole de Kyoto et par l'Accord de Paris, ceux prévus par la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les Etats membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de l'Union en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020, ainsi que ceux prévus par le règlement (UE) 2018/842 précité.</p>
<p>Amendement 10 Art. 14. Investissements éligibles (1) [...] 15° la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂ à travers :</p> <p>a) la prise en charge de maximum 50 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée, plafonnée à 8.000 euros, de l'acquisition d'un :</p> <p>i) véhicule automoteur électrique pur ; ii) véhicule automoteur à pile à combustible à hydrogène; iii) véhicule automoteur électrique hybride rechargeable dont les émissions de CO₂ sont inférieures ou égales à 50 g/km.</p> <p>b) la prise en charge de maximum 50% du coût hors taxe sur la valeur ajoutée, plafonnée à 1650</p>		<p>Art. 14. Investissements éligibles (1) [...] 15° la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂ à travers :</p> <p>a) la prise en charge de maximum 50 % pour cent du coût hors taxe sur la valeur ajoutée, plafonnée à 8.000 euros, de l'acquisition d'un :</p> <p>i) véhicule automoteur électrique pur ; ii) véhicule automoteur à pile à combustible à hydrogène; iii) véhicule automoteur électrique hybride rechargeable dont les émissions de <u>CO₂</u> sont inférieures ou égales à 50 g/km <u>grammes par kilomètres</u>.</p> <p>b) la prise en charge de maximum 50% pour cent du coût hors taxe sur la valeur ajoutée, plafonnée</p>

<p>euros, de l'acquisition et de l'installation d'une borne de charge dédiée au chargement de véhicules électriques raccordée au réseau de distribution basse tension;</p> <p>c) la prise en charge de maximum 50 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée, plafonnée à 600 euros, de l'acquisition d'un cycle à pédalage assisté électrique ou d'un cycle.</p>		<p>à 1650 euros, de l'acquisition et de l'installation d'une borne de charge dédiée au chargement de véhicules électriques raccordée au réseau de distribution basse tension;</p> <p>c) la prise en charge de maximum 50 <u>pour cent</u> du coût hors taxe sur la valeur ajoutée, plafonnée à 600 euros, de l'acquisition d'un cycle à pédalage assisté électrique ou d'un cycle.</p>
<p>Amendement 11 Art. 23. Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre [...]</p> <p>Pour les installations reprises à l'annexe I de la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles, les limitations et conditions fixées dans l'autorisation au titre de ladite loi servent de référence pour l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre.</p>	<p>L'amendement sous rubrique répond à une opposition formelle, fondée sur le principe de la sécurité juridique, à l'égard de l'article 24, alinéa 2, du projet de loi qui disposait que les conditions de délivrance d'une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre « sont, dans la mesure du possible, coordonnées avec celles relatives à la délivrance d'une autorisation prévue » par la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles. Le nouvel article 23 est effectivement plus clair en ce qu'il dispose que pour les installations reprises à l'annexe I de la loi précitée du 9 mai 2014, les limitations et conditions fixées dans l'autorisation servent de référence pour l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre.</p>	<p>Art. 23. Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre [...]</p> <p>Pour les installations reprises à l'annexe I de la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles, les limitations et conditions fixées dans l'autorisation au titre de ladite loi <u>la loi précitée du 9 mai 2014</u> servent de référence pour l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre.</p>
<p>Amendement 12 Art. 26. Changements concernant les installations [...]</p> <p>(2) L'exploitant informe l'administration de tout changement relatif à l'exploitation d'une installation ayant une incidence sur l'allocation de cette installation. Cette information et l'information relative à la détermination des niveaux d'activités visée au règlement d'exécution (UE) 2019/1842 de la Commission du 31 octobre 2019 portant modalités d'application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne</p>	<p>Le Conseil d'État demande de se référer avec précision aux dispositions du règlement d'exécution (UE) 2019/1842 de la Commission du 31 octobre 2019 portant modalités d'application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des modalités supplémentaires pour les adaptations de l'allocation de quotas d'émission à titre gratuit liées aux variations du niveau d'activité, en cause.</p>	<p>Art. 26. Changements concernant les installations [...]</p> <p>(2) L'exploitant informe l'administration de tout changement relatif à l'exploitation d'une installation ayant une incidence sur l'allocation de cette installation. Cette information et l'information relative à la détermination des niveaux d'activités visée à l'article 3 du règlement d'exécution (UE) 2019/1842 de la Commission du 31 octobre 2019 portant modalités d'application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du</p>

<p>des modalités supplémentaires pour les adaptations de l'allocation de quotas d'émission à titre gratuit liées aux variations du niveau d'activité doivent parvenir à l'administration pour le 15 février au plus tard. [...]</p>		<p>Conseil en ce qui concerne des modalités supplémentaires pour les adaptations de l'allocation de quotas d'émission à titre gratuit liées aux variations du niveau d'activité doivent parvenir à l'administration pour le 15 février au plus tard. [...]</p>
<p>Amendement 13 Art. 31. Mesures nationales d'exécution (1) Au plus tard le 28 février de chaque année, le ministre délivre la quantité de quotas allouée pour l'année concernée, calculée conformément aux articles 29 et 30, et de l'article 3, paragraphe 3, alinéa 3 du règlement d'exécution (UE) 2019/1842 précité. [...]</p>	<p>Sans observation</p>	<p>Art. 31. Mesures nationales d'exécution (1) Au plus tard le 28 février de chaque année, le ministre délivre la quantité de quotas allouée pour l'année concernée, calculée conformément aux articles 29 et 30, et de l'article 3, paragraphe 3, alinéa 3, du règlement d'exécution (UE) 2019/1842 précité. [...]</p>
<p>Amendement 14 & 15</p>	<p>Le Conseil d'État constate qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la référence à l'article à amender. En effet, il y a lieu de viser l'« article 38 (ancien article 39) ». Cette observation vaut également pour l'amendement 15, où il faut viser l'« article 39 (ancien article 40) ».</p>	
<p>Amendement 16 Art. 40. Registres (1) Les quotas délivrés sont détenus dans le registre communautaire pour exécuter les opérations relatives à la tenue des comptes de dépôt ouverts dans l'Etat membre et à l'allocation, à la restitution et à l'annulation des quotas en application du règlement (UE) n° 389/2013 de la Commission du 2 mai 2013 établissant un registre de l'Union conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et aux décisions</p>	<p>Sans observation</p>	<p>Art. 40. Registres (1) Les quotas délivrés sont détenus dans le registre communautaire pour exécuter les opérations relatives à la tenue des comptes de dépôt ouverts dans l'Etat membre et à l'allocation, à la restitution et à l'annulation des quotas en application du règlement (UE) n° 389/2013 de la Commission du 2 mai 2013 établissant un registre de l'Union conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et aux décisions</p>

<p>n°280/2004/CE et n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (UE) n° 920/2010 et (UE) n° 1193/2011 de la Commission, tel que modifié et à partir du 1^{er} janvier 2021 en application du règlement délégué (UE) 2019/1122 de la Commission du 12 mars 2019 complétant la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le fonctionnement du registre de l'Union.</p> <p>Chaque Etat membre peut exécuter les opérations autorisées au titre de la CCNUCC ou du protocole de Kyoto.</p> <p>A l'exception des comptes de vérificateur, les frais de gestion des comptes sont à payer annuellement par le titulaire du compte. Les frais de gestion sont de 500 euros. Au moins un des représentants autorisés d'un compte doit être résident permanent au Luxembourg, sauf pour les comptes de vérificateur, les comptes de dépôt d'exploitants et les compte de dépôt d'exploitants d'aéronefs.</p> <p>[...]</p>		<p>n°280/2004/CE et n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (UE) n° 920/2010 et (UE) n° 1193/2011 de la Commission, tel que modifié et à partir du 1^{er} janvier 2021 en application du règlement délégué (UE) 2019/1122 de la Commission du 12 mars 2019 complétant la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le fonctionnement du registre de l'Union.</p> <p>Chaque Etat membre peut exécuter les opérations autorisées au titre de la CCNUCC ou du protocole de Kyoto.</p> <p>A l'exception des comptes de vérificateur, les frais de gestion des comptes sont à payer annuellement par le titulaire du compte. Les frais de gestion sont de 500 euros. Au moins un des représentants autorisés d'un compte doit être résident permanent au Luxembourg, sauf pour les comptes de vérificateur, les comptes de dépôt d'exploitants et les compte de dépôt d'exploitants d'aéronefs.</p> <p>[...]</p>
<p>Amendement 17 Art. 41. Administration [...] (2) [...] 5° les plans de surveillance et les corrections apportées à ces plans, ainsi que la remise des déclarations annuelles d'émissions SEQE et de données relatives aux tonnes-kilomètres, les rapports de vérification et les rapports relatifs aux améliorations apportées dont question au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité,</p>	<p>Sans observation</p>	<p>Art. 41. Administration [...] (2) [...] 5° les plans de surveillance et les corrections apportées à ces plans, ainsi que la remise des déclarations annuelles d'émissions SEQE et de données relatives aux tonnes-kilomètres, les rapports de vérification et les rapports relatifs aux améliorations apportées dont question au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité,</p>

<p>sous réserve de l'article 3, paragraphe 3, alinéa 3 du règlement d'exécution (UE) 2019/1842 précité. ;</p>		<p>sous réserve de l'article 3, paragraphe 3, alinéa 3 du règlement d'exécution (UE) 2019/1842 précité₂ ;</p>
<p>Amendement 18 Art. 43. Mesures administratives [...] (5) Les décisions prises en application du présent article sont susceptibles d'un recours devant le Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans les quarante jours de la notification de la décision intervenue.</p>	<p>Par l'amendement sous revue, et conformément à l'observation du Conseil d'État, les auteurs réintroduisent un recours en réformation au nouvel article 43. Partant, l'amendement sous examen n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État.</p>	<p>Art. 43. Mesures administratives [...] (5) Les décisions prises en application du présent article sont susceptibles d'un recours devant le Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans les quarante jours de la notification de la décision intervenue.</p>
<p>Amendement 19 Art. 46. Sanctions pénales Est punie d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 1.000.000 euros ou d'une de ces peines seulement :</p> <p>1° Toute personne qui par infraction à l'article 34, paragraphe 10 ne restitue pas les quotas y visés;</p> <p>2° Toute personne qui par infraction à l'article 12 (1) du règlement (UE) 2018/2066 précité ne déclare pas les émissions SEQE;</p> <p>3° Toute personne qui par infraction à l'article 23, paragraphe 2 du règlement (UE) 2018/2066 précité n'informe pas immédiatement l'autorité compétente de son impossibilité à mettre en œuvre une surveillance conforme au plan de surveillance approuvé par l'autorité compétente;</p> <p>4° Toute personne qui par infraction à l'article 25, paragraphe 3 ne délivre pas les informations y visées;</p>	<p>L'amendement 19 vise à répondre aux exigences formulées par le Conseil d'État quant au principe de la légalité de la peine et de son corollaire qu'est la spécification de l'incrimination. En effet, les comportements incriminés se trouvent détaillés, et la sanction pénale du non-paiement d'une amende administrative ainsi que la pénalisation généralisée des infractions aux règlements grand-ducaux d'exécution, supprimées. Ces adaptations permettent au Conseil d'État de lever ses oppositions formelles y relatives.</p>	<p>Art. 46. Sanctions pénales Est punie d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 1.000.000 euros ou d'une de ces peines seulement :</p> <p>1° Toute personne qui par infraction à l'article 34, paragraphe 10 ne restitue pas les quotas y visés;</p> <p>2° Toute personne qui par infraction à l'article 12, (1) 1^{er}, du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité ne déclare pas les émissions SEQE;</p> <p>3° Toute personne qui par infraction à l'article 23, paragraphe 2₂ du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité n'informe pas immédiatement l'autorité compétente de son impossibilité à mettre en œuvre une surveillance conforme au plan de surveillance approuvé par l'autorité compétente;</p> <p>4° Toute personne qui par infraction à l'article 25, paragraphe 3 ne délivre pas les informations y visées;</p>

Avis complémentaire CE**Tableau comparatif**

<p>5° Toute personne qui par infraction à l'article 26, paragraphe 2 n'informe pas le ministre des changements y visés;</p> <p>6° Toute personne qui par infraction à l'article 34, paragraphe 4 ne restitue pas les quotas avant l'écoulement du délai y visé;</p> <p>7° Toute personne qui par infraction à l'article 36 ne déclare pas les émissions SEQE conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066;</p> <p>8° Toute personne qui entrave ou ne respecte pas les mesures administratives prises en application de l'article 43.</p>		<p>5° Toute personne qui par infraction à l'article 26, paragraphe 2 n'informe pas le ministre des changements y visés;</p> <p>6° Toute personne qui par infraction à l'article 34, paragraphe 4 ne restitue pas les quotas avant l'écoulement du délai y visé;</p> <p>7° Toute personne qui par infraction à l'article 36 ne déclare pas les émissions SEQE conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 <u>précité</u>;</p> <p>8° Toute personne qui entrave ou ne respecte pas les mesures administratives prises en application de l'article 43.</p>
---	--	--

Texte coordonné du projet loi 7508

Projet de loi relative au climat et modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Chapitre 1^{er} Dispositions générales

Art. 1^{er}. Objet

(1) La présente loi contribue à la mise en œuvre:

1° de la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques, à New York le 9 mai 1992, approuvé par la loi du 4 mars 1994;

2° du Protocole de Kyoto à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques, et de ses annexes A et B, adopté à Kyoto le 11 décembre 1997, approuvé par la loi du 29 novembre 2001;

3° de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012, approuvé par la loi du 27 février 2015;

4° de l'Accord de Paris, adopté à Paris le 12 décembre 2015, approuvé par la loi du 28 octobre 2016;

5° des directives, règlements et décisions de l'Union européenne adoptés en exécution des obligations de droit international précitées.

(2) Le chapitre 2 vise à mettre en place un cadre institutionnel pour la politique climatique et à établir un régime pour l'adoption:

1° du plan national intégré en matière d'énergie et de climat;

2° de la stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique;

3° de la stratégie à long terme pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

aux fins d'exécution du règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, modifiant les règlements (CE) n° 663/2009 et (CE) n° 715/2009 du Parlement européen et du Conseil, les directives 94/22/CE, 98/70/CE, 2009/31/CE, 2009/73/CE, 2010/31/UE, 2012/27/UE et 2013/30/UE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2009/119/CE et (UE) 2015/652 du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil ;

(3) Le chapitre 3 établit un fonds spécial sous la dénomination de « fonds climat et énergie ».

(4) Le chapitre 4 établit un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre applicable dans l'Union européenne, dénommé ci-après « SEQE », afin de favoriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans des conditions économiquement et écologiquement efficaces et performantes.

(5) Le chapitre 5 contient des dispositions diverses nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Art. 2. Définitions

Aux fins de la présente loi, on entend par:

1° « quota » : le quota autorisant à émettre une tonne d'équivalent-dioxyde de carbone au cours d'une période spécifiée, valable uniquement pour respecter les exigences de la présente loi, et transférable conformément aux dispositions de la présente loi;

2° « émissions » : le rejet dans l'atmosphère de gaz à effet de serre ;

3° « émissions SEQE » : le rejet dans l'atmosphère de gaz à effet de serre, à partir de sources situées dans une installation, ou le rejet, à partir d'un aéronef effectuant une activité aérienne visée à l'annexe I, de gaz spécifiés en rapport avec cette activité;

4° « zéro émissions nettes » : l'état dans lequel toute émission anthropique résiduelle de gaz à effet de serre est contrebalancée par des absorptions anthropiques équivalentes ;

5° «gaz à effet de serre» : les gaz énumérés à l'annexe II de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, telle que modifiée par acte délégué de la Commission européenne pris en conformité des articles 22 et 23 de cette directive, et les autres composants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et renvoient un rayonnement infrarouge;

6° «autorisation d'émettre des gaz à effet de serre» : l'autorisation délivrée conformément aux articles 24 et 25;

7° «installation» : une unité technique fixe où se déroulent une ou plusieurs des activités indiquées à l'annexe I ainsi que toute autre activité s'y rapportant directement qui est liée techniquement aux activités exercées sur le site et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution;

8° «exploitant» : toute personne qui exploite ou contrôle une installation ou toute personne à qui un pouvoir économique déterminant sur le fonctionnement technique de l'installation a été délégué;

9° «personne» : toute personne physique ou morale;

10° « nouvel entrant »: toute installation poursuivant une ou plusieurs des activités énumérées à l'annexe I, qui a obtenu une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre pour la première fois au cours du délai commençant à courir trois mois avant la date prévue pour la présentation de la liste visée à l'article 11, paragraphe 1^{er}, et expirant trois mois avant la date prévue pour la présentation de la liste suivante au titre dudit article;»

11° «public» : une ou plusieurs personnes ainsi que les associations, organisations ou groupes constitués par ces personnes;

12° «tonne d'équivalent-dioxyde de carbone» : une tonne métrique de dioxyde de carbone (CO₂) ou une quantité de tout autre gaz à effet de serre visé à l'annexe II ayant un potentiel de réchauffement planétaire équivalent;

13° «activité de projet»: une activité de projet approuvée par une ou plusieurs parties visées à l'annexe I de la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques, faite à New York, le 9 mai 1992, telle qu'approuvée par une loi du 4 mars 1994, et dénommée ci-après «CCNUCC», conformément à l'article 6 ou 12 du Protocole à ladite Convention, fait à Kyoto, le 11 décembre 1997, tel qu'approuvé par une loi du 29 novembre 2001 et dénommé ci-après le «Protocole» et aux décisions adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole, pour autant que lesdites parties aient ratifié le Protocole;

14° «unité de réduction des émissions » ou «URE»: une unité délivrée en application de l'article 6 du Protocole, et des décisions adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole;

15° «réduction d'émissions certifiées» ou «REC»: une unité délivrée en application de l'article 12 du Protocole et des décisions adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole.»

16° «exploitant d'aéronef», : la personne qui exploite un aéronef au moment où il effectue une activité aérienne visée à l'annexe I ou, lorsque cette personne n'est pas connue ou n'est pas identifiée par le propriétaire de l'aéronef, le propriétaire de l'aéronef lui-même;

17° «transporteur aérien commercial», un exploitant qui fournit au public, contre rémunération, des services réguliers ou non réguliers de transport aérien pour l'acheminement de passagers, de fret ou de courrier;

18° «émissions SEQE de l'aviation attribuées» : les émissions SEQE de tous les vols relevant des activités aériennes visées à l'annexe I au départ d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre ou à l'arrivée dans un tel aéroport en provenance des pays tiers;

19° «émissions SEQE historiques du secteur de l'aviation» : la moyenne arithmétique des émissions SEQE annuelles produites pendant les années civiles 2004, 2005 et 2006 par les aéronefs effectuant une activité aérienne visée à l'annexe I;

20° «Commission» : la Commission européenne.

21° « combustion » : toute oxydation de combustibles quelle que soit l'utilisation faite de la chaleur, de l'énergie électrique ou mécanique produite par ce processus et toutes autres activités s'y rapportant, y compris la destruction des effluents gazeux;

22° « producteur d'électricité » : une installation qui, à la date du 1^{er} janvier 2005 ou ultérieurement, a produit de l'électricité destinée à la vente à des tiers et dans laquelle n'a lieu aucune activité énumérée dans l'annexe I, autre que la « combustion de combustibles ».

23° « Accord de Paris » : Accord universel sur le climat tel qu'approuvé par la loi du 28 octobre 2016 portant approbation de l'Accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris le 12 décembre 2015.

Art. 3. Annexes

1° annexe I: « Catégories d'activités auxquelles s'applique la présente loi »

2° annexe III : « Secteurs visés à l'article 5 »

3° Les modifications aux annexes II, IV et V de la directive 2003/87/CE précitée telles que modifiées par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité de l'article 22 et de l'article 23 de cette directive s'appliquent avec effet au jour de la date de l'entrée en vigueur des actes afférents de la Commission européenne.

Le ministre publiera un avis au Journal officiel du Grand -Duché de Luxembourg, renseignant sur les modifications ainsi intervenues, en y ajoutant une référence à l'acte publié au Journal officiel de l'Union européenne.

Chapitre 2. Gouvernance climatique et régime juridico-institutionnel

Art. 4. Principes et objectifs climatiques nationaux

(1) La présente loi établit un cadre pour un climat sûr et sain pour l'humain et la biodiversité, tout en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température moyenne de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels.

(2) La présente loi contribue à la mise en œuvre des objectifs de l'Accord de Paris. A cette fin, elle vise :

1° l'objectif à long terme de la neutralité climatique, qui consiste à atteindre le « zéro émissions nettes » au Luxembourg, d'ici 2050 au plus tard ;

2° l'objectif intermédiaire qui consiste à réduire de 55 pour cent d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2005 les émissions attribuées au Luxembourg au titre du règlement (UE) 2018/842 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris et modifiant le règlement (UE) 525/2013.

~~(3) Les mesures prises afin de réaliser les allocations d'émissions annuelles respectives des secteurs visés à l'article 5 sont évaluées quant à leur impact sur l'équité sociale et, le cas échéant, complétées par un mécanisme de redistribution financière calculée en fonction de la situation sociale des personnes concernées.~~

~~(4)~~ (3) Le recours à l'énergie de source nucléaire est exclu pour atteindre les objectifs visés au présent article et à l'article 5.

Art. 5. Objectifs climatiques sectoriels

(1) Les objectifs de réduction des émissions sont fixés dans les secteurs suivants :

1° industries de l'énergie et manufacturières, construction ;

2° transports ;

- 3° bâtiments résidentiels et tertiaires ;
- 4° agriculture et sylviculture ;
- 5° traitement des déchets et des eaux usées.

L'annexe II délimite les secteurs visés à l'alinéa 1^{er}

~~(2) Un règlement grand-ducal détermine les allocations d'émissions annuelles respectives des secteurs dont question au paragraphe 1^{er}, pour une première période allant jusqu'à 2030 et pour chaque période subséquente de dix ans. Les émissions des secteurs diminuent de manière régulière et continue selon le mécanisme visé à l'article 4 du règlement (UE) 2018/842 précité. La somme des allocations des secteurs visés au paragraphe 1^{er} réalise les objectifs de l'article 4, paragraphe 2. Le règlement grand-ducal prend en considération le potentiel de réduction des différents secteurs et leur impact social, économique et budgétaire.~~

Un règlement grand-ducal détermine les allocations d'émissions annuelles des secteurs visés à l'article 5, paragraphe 1^{er}, pour une première période allant jusqu'au 31 décembre 2029. Ces allocations d'émissions annuelles sont fixées pour chaque période subséquente de dix ans par voie de règlement grand-ducal à prendre avant le début de la période donnée.

Les allocations d'émissions annuelles seront déterminées:

- 1° de façon à ce que les émissions de ces secteurs diminuent de manière régulière et continue selon le mécanisme visé à l'article 4 du règlement (UE) 2018/842 précité ;
- 2° en tenant compte du potentiel de réduction des différents secteurs ;
- 3° en fonction de l'impact social, économique et budgétaire.

(3) Le ministre ayant le climat dans ses attributions, dénommé ci-après le « ministre », comptabilise les émissions des secteurs.

(4) Dans la mesure où il résulte du bilan visé au paragraphe 3 que les émissions dans un secteur dépassent ou n'atteignent pas la quantité d'émissions disponible sur une période d'un an, la différence est reportée sur la quantité d'émissions disponible du même secteur pour l'année suivante de la ou des périodes visées au paragraphe 2.

Sous réserve que les objectifs nationaux de réduction des émissions soient atteints et dans la mesure où les émissions comptabilisées d'un secteur n'atteignent pas la quantité d'émission disponible pour ce secteur en vertu du paragraphe 2, la différence peut être portée au crédit d'un autre secteur dont les émissions comptabilisées dépassent les émissions disponibles.

(5) Les établissements visés à l'Annexe I sont exclus du champ d'application du présent article.

Art. 6. Plateforme pour l'action climat et la transition énergétique

(1) En exécution de l'article 11 du règlement (UE) 2018/1999 précité, il est créé une plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, dénommée ci-après « Plateforme climat ».

La Plateforme climat a pour mission:

- a) d'être un forum de discussion sur le climat ;
- b) de proposer des recherches et des études dans tous les domaines ayant trait au climat;
- c) d'établir des liens avec les comités comparables des pays Etats membres de l'Union Européenne;
- d) d'instaurer un dialogue multiniveaux entre des représentants des communes, d'organisations de la société civile, du monde des entreprises, des investisseurs et d'autres parties prenantes concernées ainsi que du grand public;
- e) de participer à l'élaboration de l'avant-projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat énergie-climat ;
- f) d'émettre des avis, sur demande du gouvernement en conseil, relatives à la politique nationale climatique prises ou envisagées, notamment sur l'exécution des engagements internationaux ou d'étudier de sa propre initiative l'opportunité de nouvelles mesures ou de modifications de mesures en place.

(2) Les membres de la Plateforme climat sont nommés par le Gouvernement en conseil pour une durée de cinq ans. Le mandat des membres sortants est renouvelable. En cas de vacance de poste, il sera procédé à la nomination d'un nouveau membre qui termine le mandat de celui qu'il remplace.

(3) La Plateforme climat est présidée par un représentant du ministre. Le ministre met à disposition de la Plateforme un secrétariat permanent. En cas de besoin et sur demande d'un cinquième des membres, le président de la Plateforme peut de sa propre initiative ou d'un autre membre faire appel à un ou plusieurs experts ou mettre en place des groupes de travail.

(4) La Plateforme climat dispose d'une dotation annuelle à la charge du budget de l'Etat.

Art. 7. Observatoire de la politique climatique

(1) Il est créé un Observatoire du climat, ci-après dénommé « l'Observatoire », qui a pour missions:

1° de conseiller en matière de projets, actions ou mesures susceptibles d'avoir un impact sur la politique climatique ;

2° d'évaluer scientifiquement les mesures réalisées ou envisagées en matière de politique climatique et d'en analyser l'efficacité, ainsi que de proposer de nouvelles mesures;

3° de rédiger à l'attention du Gouvernement un rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique climatique ; et

4° de proposer des recherches et études dans tous les domaines ayant trait au climat.

(2) L'Observatoire est composé de sept à neuf membres choisis parmi des personnalités disposant de compétences dans une matière en relation directe avec les missions de l'Observatoire.

(3) Le Gouvernement en conseil, nomme les membres de l'observatoire pour cinq ans et leur met à disposition un secrétariat permanent. Le mandat des membres sortants est renouvelable.

(4) Les membres de l'Observatoire ont droit à des indemnités sous forme de jetons de présence, pour leur participation aux réunions de l'Observatoire. Ces indemnités revenant à ses membres sont arrêtées par règlement grand-ducal.

(5) L'Observatoire dispose d'une dotation annuelle à la charge du budget de l'Etat.

(6) L'Observatoire peut émettre des avis de sa propre initiative.

Art. 8. Projet de plan national intégré matière d'énergie et de climat

(1) En 2027 et tous les dix ans par la suite, l'avant-projet en matière d'énergie et de climat est élaboré conjointement par le ministre et le ministre ayant l'énergie dans ses attributions.

Au plus tard le 1^{er} septembre 2027 et tous les dix ans par la suite et sur décision du Gouvernement en conseil, cet avant-projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat est transmis par les ministres visés au paragraphe 1^{er} à la Plateforme climat et est publié sur un site internet créé à cet effet pendant 30 jours aux fins d'enquête publique permettant aux personnes intéressées de formuler leurs observations. Au plus tard le 1^{er} décembre de la même année, l'avis de la Plateforme climat doit parvenir aux ministres visés ~~au paragraphe~~ à l'alinéa 1^{er}.

(2) Le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat visé au paragraphe 1^{er} tient compte de l'avis et de l'enquête publique visés au paragraphe ~~2~~ 1^{er}, alinéa 2 et est soumis, après approbation par le Gouvernement en conseil, ~~pour avis à la Commission européenne au plus tard le 1^{er} janvier de l'année suivant l'année visée au paragraphe 1^{er}.~~

Art. 9. Plan national intégré en matière d'énergie et de climat

~~1) Au plus tard le 1^{er} janvier 2029, ensuite tous les dix ans, le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat est déposé. (1) Après le dépôt visé à l'article 9, au paragraphe 2,~~ Le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat fait l'objet d'une évaluation des incidences sur

l'environnement visée par la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Le projet et l'évaluation des incidences font l'objet de la consultation du public visée à l'article 7 de la loi modifiée précitée du 22 mai 2008 précitée.

(2) Après approbation par le Gouvernement en conseil, le plan est publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et il est déposé auprès de la Commission, conformément à l'article 3 du règlement (UE) 2018/1999 précité »

Art. 10. Mise à jour du plan national intégré en matière d'énergie et de climat

(1) A tout moment, des modifications ou adaptations peuvent être apportées au plan national intégré en matière d'énergie et de climat. La mise à jour s'inscrit en ligne droite du bilan mondial et de son échéancier prévu à l'article 14 de l'Accord de Paris.

(2) Les dispositions des articles 9 et 10 s'appliquent à la mise à jour des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat.

Art. 11. Stratégie à long terme pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Au plus tard le 1^{er} janvier 2029, et tous les dix ans par la suite, sur base d'un projet établi par le ministre et le ministre ayant l'Énergie dans ses attributions, le gouvernement en conseil établit une stratégie à long terme à un horizon d'au moins trente ans. La stratégie à long terme est, le cas échéant, actualisée de la même manière tous les cinq ans.

Art. 12. Stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique

(1) Au plus tard le 1^{er} janvier 2029, et tous les dix ans par la suite, sur la base d'un projet établi par le ministre, le gouvernement en conseil établit une stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique à un horizon d'au moins cinquante ans et la publie au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique est, le cas échéant, actualisée de la même manière tous les cinq ans.

(2) La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique vise à réduire la vulnérabilité aux conséquences du changement climatique. Elle vise à a pour objet d'identifier les capacités d'adaptation, d'accroître la résilience et de réduire la vulnérabilité au changement climatique.

Chapitre 3 Fonds climat et énergie

Art. 13. Fonds climat et énergie

(1) Il est institué un fonds spécial sous la dénomination de « Fonds climat et énergie », appelé « fonds » par la suite. Le fonds reprend les avoirs dont dispose le Fonds climat et énergie créé par l'article 22 de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et reprend ses actifs au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(2) Le financement des projets se fait sur décision du ministre

Le financement des projets se fait conformément à la programmation financière pluriannuelle telle que prévue par la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques.

(3) Il est créé un comité de gestion du fonds, dénommé « Comité de gestion fonds », chargé de conseiller le ministre, placé sous l'autorité du ministre et composé de trois délégués du ministre, d'un délégué du ministre ayant l'Énergie dans ses attributions, de deux délégués du ministre ayant les Finances dans ses attributions et d'un délégué du ministre ayant la Coopération et l'Action humanitaire dans ses

compétences:

Le Comité de gestion fonds est présidé par un délégué du ministre. Un règlement grand-ducal précise les modalités de fonctionnement du Comité de gestion fonds.

Les missions du Comité de gestion fonds sont :

1° la planification pluriannuelle des dépenses du fonds;

2° l'ajustement du rythme des dépenses aux disponibilités financières du fonds;

3° la réorientation progressive du fonds vers des investissements de nature préventive.

Le Comité de gestion fonds peut recueillir tous les renseignements nécessaires à l'appréciation des dossiers lui soumis et se faire assister par des experts.

(4) (3) Le fonds a pour objet de contribuer au financement :

1° des mesures nationales qui sont mises en œuvre pour lutter contre le changement climatique, et pour promouvoir les énergies renouvelables ;

2° des mesures de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement ; et

3° des mécanismes de flexibilité créés par le protocole de Kyoto et par l'Accord de Paris, ceux prévus par la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les Etats membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de l'Union en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020, ainsi que ceux prévus par le règlement (UE) 2018/842 précité.

Art. 14. Investissements éligibles

(1) Le fonds intervient dans les domaines suivants:

1° projets, programmes, activités, rapports et autres mesures visant la réduction des émissions ;

2° mesures d'adaptation aux changements climatiques ;

3° frais de fonctionnement d'un programme de réduction des émissions par une subvention forfaitaire annuelle, une subvention variable annuelle ainsi que les frais des conseillers climat dans le cadre d'un tel programme, selon les critères, modalités et montants maxima fixés par la loi du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes ;

4° financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement;

5° financement de projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique dans les pays en développement et au Luxembourg ;

6° échange de droits d'émission et projets communs concernant la réduction des émissions dans le cadre d'un accord avec un ou plusieurs pays respectivement une ou plusieurs entités privées;

7° activités de projet de mise en œuvre conjointe (MOC) réalisées dans les pays membres de l'OCDE et les pays à économie de transition, y compris l'achat et la vente de droits d'émission;

8° activités de projet de mécanisme de développement propre (MDP) dans des pays en développement, l'achat et la vente de droits d'émission;

9° mécanisme de réduction des émissions prévu par l'Accord de Paris ;

10° participation à des fonds multilatéraux gérés par des organismes internationaux ou régionaux qui ont pour mission notamment d'appuyer financièrement lesdits activités et projets communs;

11° mécanisme de compensation tel que prévu par l'article 7 de la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;

12° mesures de coopération prévues par la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE et par la directive 2018/2001/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables ;

13° projets, programmes, activités, rapports et autres mesures visant la promotion de la construction et de l'habitat durables ;

14° projets, actions et mesures visant la finance durable ; et

15° la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂ à travers :

a) la prise en charge de maximum 50 % pour cent du coût hors taxe sur la valeur ajoutée, plafonnée à 8.000 euros, de l'acquisition d'un :

i) véhicule automoteur électrique pur ;

ii) véhicule automoteur à pile à combustible à hydrogène;

iii) véhicule automoteur électrique hybride rechargeable dont les émissions de CO₂ sont inférieures ou égales à 50 g/km grammes par kilomètres.

b) la prise en charge de maximum 50% pour cent du coût hors taxe sur la valeur ajoutée, plafonnée à 1650 euros, de l'acquisition et de l'installation d'une borne de charge dédiée au chargement de véhicules électriques raccordée au réseau de distribution basse tension;

c) la prise en charge de maximum 50 % pour cent du coût hors taxe sur la valeur ajoutée, plafonnée à 600 euros, de l'acquisition d'un cycle à pédalage assisté électrique ou d'un cycle.

(2) Le fonds intervient:

1° soit par le financement ou le cofinancement des domaines visés sous les points 1 à 5 et 7 à 14, sous la forme :

i) d'investissements;

ii) d'études ou de conseils portant sur les modalités d'investissement ;

iii) d'études ou de conseils portant sur la faisabilité et l'éligibilité d'activités de projet, y compris des projets pilotes ;

iv) d'études portant sur les potentiels de réduction des émissions et d'énergies renouvelables ;
ou

v) de participations financières directes.

2° soit par l'achat ou la vente de crédits d'émission de gaz à effet de serre ou par leur transfert statistique entre pays.

(3) La limite de quarante pour cent, prévue à l'article 46, dernier alinéa de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, ne s'applique pas aux interventions du fonds.

Art. 15. Alimentation du fonds

(1) Le fonds est alimenté par:

1° des dotations budgétaires annuelles ;

2° des dotations spécifiques à charge du budget de l'Etat;

3° le produit de la vente de crédits d'émissions SEQE ;

4° des dons ;

5° un droit d'accise autonome additionnel prélevé sur les huiles minérales légères et les gasoils destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules routiers et utilisés comme carburant, dénommé « contribution changement climatique » ;

6° une partie du produit de la taxe sur les véhicules routiers fixée au budget ; et

7° les contributions forfaitaires et les pénalités sous le mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique.

8° les recettes de la mise aux enchères des quotas pour l'aviation.

(2) Les recettes prévues aux points 2 à 8 sont portées directement en recettes au fonds.

Chapitre 4. Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Section 1^{re}. - Dispositions générales

Art. 16. Champ d'application

Le présent titre s'applique aux émissions SEQE résultant des activités indiquées à l'annexe I et aux gaz à effet de serre énumérés à l'annexe II de la directive 2003/87/CE précitée telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité des articles 22 et 23 de cette directive.

Section 2.- Quotas de l'aviation

Art. 17. Quantité totale de quotas pour l'aviation

La quantité totale de quotas à allouer aux exploitants d'aéronefs pour la période de huit ans ayant débuté le 1er janvier 2013, et pour chaque période ultérieure, correspond à 95 pour cent des émissions SEQE historiques du secteur de l'aviation, multipliées par le nombre d'années de la période concernée.

Art. 18. Méthode d'allocation des quotas pour l'aviation par mise aux enchères

(1) 15-pour cent des quotas sont mis aux enchères.

(2) Le nombre de quotas mis aux enchères au Luxembourg pendant chaque période visée à l'article 17 est proportionnel à la part du Luxembourg dans le total des émissions SEQE de l'aviation attribuées à tous les États membres pour l'année de référence, déclarées conformément à l'article 30 et vérifiées conformément à l'article 31. L'année de référence est l'année civile se terminant vingt-quatre mois avant le début de la période à laquelle se rapporte la mise aux enchères. »

Art. 19. Octroi et délivrance de quotas aux exploitants d'aéronefs

(1) Pour chacune des périodes visées à l'article 17, chaque exploitant d'aéronef peut solliciter l'allocation de quotas, qui sont délivrés à titre gratuit. Une demande peut être introduite en soumettant au ministre les données relatives aux tonnes-kilomètres vérifiées pour les activités aériennes visées à l'annexe I et menées par l'exploitant d'aéronef pendant l'année de surveillance. Aux fins du présent article, l'année de surveillance est l'année civile se terminant vingt-quatre mois avant le début de la période à laquelle la demande se rapporte, conformément aux annexes précisées par règlement grand-ducal. Toute demande est introduite au moins vingt-et-un mois avant le début de la période à laquelle elle se rapporte.

(2) Quinze mois au moins avant le début de chacune des périodes visées à l'article 17, la Commission calcule et adopte une décision indiquant:

1° la quantité totale de quotas à allouer pour cette période conformément à l'article 17,

2° le nombre de quotas à mettre aux enchères pour cette période conformément à l'article 18,

3° le nombre de quotas à prévoir au titre de la réserve spéciale pour les exploitants d'aéronefs pour cette période conformément à l'article 20, paragraphe 1^{er},

4° le nombre de quotas à délivrer gratuitement pour cette période, obtenu en soustrayant le nombre de quotas visé aux points 2° et 3° de la quantité totale de quotas déterminée en application du point 1°; et

5° le référentiel à utiliser pour allouer à titre gratuit des quotas aux exploitants d'aéronefs dont les demandes ont été soumises conformément au paragraphe 2.

Le référentiel, exprimé en quotas par tonnes-kilomètres, est calculé en divisant le nombre de quotas visé au point 4° par la somme des tonnes-kilomètres consignées dans les demandes soumises à la Commission au titre du paragraphe 2.

(3) Dans les trois mois suivant l'adoption, par la Commission, d'une décision au titre du paragraphe 3, le ministre charge l'administration de l'environnement, ci-après l'« administration » du calcul et de la publicité, notamment par voie électronique :

1° du total des quotas alloués pour la période concernée à chaque exploitant d'aéronefs dont la demande est soumise à la Commission conformément au paragraphe 2, calculé en multipliant les tonnes-kilomètres consignées dans la demande par le référentiel visé au paragraphe 3, point 5° ;
et

2° des quotas alloués à chaque exploitant d'aéronefs pour chaque année, ce chiffre étant déterminé en divisant le total des quotas pour la période en question, calculé conformément au point 1°, par le nombre d'années dans la période pour laquelle cet exploitant d'aéronefs réalise une des activités aériennes visées à l'annexe I.

(4) Au plus tard le 28 février de chaque année, le ministre délivre dans la forme d'un arrêté ministériel à chaque exploitant d'aéronef le nombre de quotas alloués à cet exploitant pour l'année en question en application du présent article ou de l'article 20.

Art. 20. Réserve spéciale pour certains exploitants d'aéronefs

(1) Pour chaque période visée à l'article 17, 3 pour cent de la quantité totale des quotas à allouer sont versés dans une réserve spéciale constituée pour les exploitants d'aéronefs :

1° qui commencent à exercer une activité aérienne relevant de l'annexe I après l'année de surveillance pour laquelle les données relatives aux tonnes-kilomètres ont été communiquées conformément à l'article 19, paragraphe 1^{er}, pour une période visée à l'article 17;

ou

2° dont les données relatives aux tonnes-kilomètres traduisent une augmentation annuelle moyenne supérieure à 18 pour cent entre l'année de surveillance pour laquelle les données relatives aux tonnes-kilomètres ont été communiquées conformément à l'article 19, paragraphe 1^{er}, pour une période visée à l'article 17, et la deuxième année civile de cette période ;

et dont les activités visées au point 1°, ou le surcroît d'activités visées au point 2°, ne s'inscrivent pas, pour une partie ou dans leur intégralité, dans le cadre de la poursuite d'une activité aérienne exercée auparavant par un autre exploitant d'aéronefs.

(2) Un exploitant d'aéronefs remplissant les conditions définies au paragraphe 1^{er} peut demander qu'on lui alloue à titre gratuit des quotas provenant de la réserve spéciale. À cette fin, il adresse une demande au ministre, qui doit être introduite au plus tard le 30 juin de la troisième année de la période visée à l'article 17, à laquelle elle se rapporte.

En application du paragraphe 1^{er}, point 2°, un exploitant de lignes aériennes ne peut se voir allouer plus d'un million de quotas.

(3) Une demande présentée au titre du paragraphe 2:

1° contient les données relatives aux tonnes-kilomètres vérifiées, conformément aux annexes précisées par règlement grand-ducal, pour les activités aériennes relevant de l'annexe I et exercées par l'exploitant durant la deuxième année civile de la période visée à l'article 17, à laquelle la demande se rapporte;

2° apporte la preuve que les critères d'admissibilité visés au paragraphe 1^{er} sont remplis ;

3° dans le cas d'un exploitant d'aéronef relevant du paragraphe 1^{er}, point 1°, indique:

i) le taux d'augmentation exprimé en tonnes-kilomètres se rapportant aux activités de cet exploitant d'aéronef entre l'année de surveillance pour laquelle les données relatives aux tonnes-kilomètres ont été communiquées conformément à l'article 19, paragraphe 1^{er}, pour une période visée à l'article 17, et la deuxième année civile de cette période;

ii) l'augmentation en termes absolus exprimée en tonnes-kilomètres se rapportant aux activités de cet exploitant d'aéronef entre l'année de surveillance pour laquelle les données relatives aux tonnes-kilomètres ont été communiquées conformément à l'article 19, paragraphe 1^{er}, pour une période visée à l'article 17, et la deuxième année civile de cette période;

iii) la part de l'augmentation en termes absolus exprimée en tonnes-kilomètres se rapportant aux activités de cet exploitant d'aéronef entre l'année de surveillance pour laquelle les données relatives aux tonnes-kilomètres ont été communiquées conformément à l'article 19, paragraphe 1^{er}, pour une période visée à l'article 17, et la deuxième année civile de cette période qui dépasse le pourcentage indiqué au paragraphe 1^{er}, point 2°.

(4) Dans les trois mois suivant l'adoption, par la Commission, d'une décision au titre de l'article 3septies, (5) de la directive 2003/87/ce précitée, le ministre charge l'administration du calcul et de la publicité, notamment par voie électronique:

1° de l'allocation de quotas provenant de la réserve spéciale à chaque exploitant d'aéronef dont la demande a été soumise à la Commission. Cette allocation est calculée en multipliant le référentiel visé au paragraphe 5:

i) dans le cas d'un exploitant d'aéronef relevant du paragraphe 1^{er}, point 1°, par les données relatives aux tonnes-kilomètres consignées dans la demande soumise à la Commission conformément au paragraphe 3, point 2°, et à l'article 3septies, 4) de la directive 2003/87/ce précitée;

ii) dans le cas d'un exploitant d'aéronef relevant du paragraphe 1^{er}, point 2°, par la part de l'augmentation en termes absolus exprimée en tonnes-kilomètres qui dépasse le pourcentage indiqué au paragraphe 1^{er}, point 2°, consignée dans la demande soumise à la Commission conformément au paragraphe 3, point 3°, iii), et à l'article 3septies, 4) de la directive 2003/87/ce précitée; et

2° de l'allocation de quotas à chaque exploitant d'aéronefs pour chaque année, qui est déterminée en divisant l'allocation de quotas au titre du point 1° par le nombre d'années civiles complètes restantes pour la période visée à l'article 17 à laquelle l'allocation se rapporte.

Art. 21. Programmes de suivi et de notification

Chaque exploitant d'aéronef soumet à l'administration un programme énonçant les mesures relatives au suivi et à la notification des émissions SEQE et des données relatives aux tonnes-kilomètres nécessaires aux fins des demandes au titre de l'article 19. L'administration approuve ces programmes en conformité avec les exigences du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 de la Commission du 19 décembre 2018 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions SEQE de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission.

Art. 22. État membre responsable

(1) L'État membre d'un exploitant d'aéronef est:

1° dans le cas d'un exploitant d'aéronef titulaire d'une licence d'exploitation en cours de validité délivrée par un État membre conformément aux dispositions du Règlement (CE) n° 1008/2008 du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté, l'État membre qui a délivré la licence d'exploitation à l'exploitant d'aéronef en question et

2° dans tous les autres cas, l'État membre pour lequel l'estimation des émissions SEQE de l'aviation qui lui sont attribuées liées aux vols effectués par l'exploitant d'aéronef en question pendant l'année de base est la plus élevée.

(2) Lorsque pendant les deux premières années de la période visée à l'article 17, aucune des émissions SEQE de l'aviation attribuées aux vols effectués par un exploitant d'aéronef relevant du paragraphe 1^{er}, point 2° n'est attribuée à son État membre responsable, l'exploitant d'aéronef est transféré à un autre État membre responsable pour la période suivante. Le nouvel État membre responsable est l'État

membre pour lequel l'estimation des émissions SEQE de l'aviation qui lui sont attribuées liées aux vols effectués par l'exploitant d'aéronef en question pendant les deux premières années de la période précédente est la plus élevée.

(3) Aux fins du paragraphe 1^{er}, on entend par « année de base », dans le cas d'un exploitant d'aéronef ayant commencé à mener des activités dans l'Union après le 1^{er} janvier 2006, la première année civile pendant laquelle il a exercé ses activités et, dans tous les autres cas, l'année civile débutant le 1^{er} janvier 2006.

Section 3.- Installations fixes

Art. 23. Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre

Aucune installation n'a le droit d'exercer une activité visée à l'annexe I entraînant des émissions SEQE spécifiées en relation avec cette activité, à moins que son exploitant ne détienne une autorisation délivrée par le ministre conformément aux articles 24 et 25.

Pour les installations reprises à l'annexe I de la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles, les limitations et conditions fixées dans l'autorisation au titre de ladite loi la loi précitée du 9 mai 2014 servent de référence pour l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre.

Art. 24. Demande d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre

(1) Toute demande d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre adressée au ministre comprend une description:

- 1° de l'installation et de ses activités ainsi que des technologies utilisées;
- 2° des matières premières et auxiliaires dont l'emploi est susceptible d'entraîner des émissions SEQE des gaz énumérés à l'annexe II de la directive 2003/87/CE précitée telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité des articles 22 et 23 de cette directive;
- 3° des sources d'émission des gaz énumérés à l'annexe II de la directive 2003/87/CE précitée telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité des articles 22 et 23 de cette directive de l'installation ;
- 4° des mesures prévues pour surveiller et déclarer les émissions SEQE conformément au règlement (UE) 2018/2066 précité. La demande comprend également un résumé non technique des informations visées à l'alinéa 1^{er}.

(2) La demande d'autorisation doit être soumise au moins deux mois avant le début de l'exploitation.

Art. 25. Conditions de délivrance et contenu de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre

(1) Le ministre délivre une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre concernant les émissions SEQE en provenance de tout ou partie d'une installation, s'il considère que l'exploitant est en mesure de surveiller et de déclarer les émissions SEQE.

Une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre peut couvrir une ou plusieurs installations exploitées sur le même site par le même exploitant.

(2) L'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre contient les éléments suivants :

- 1° le nom et l'adresse de l'exploitant;
- 2° une description des activités et des émissions SEQE de l'installation;
- 3° un programme de surveillance qui répond aux exigences du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité. Le ministre peut autoriser l'actualisation des programmes de surveillance des exploitants sans modifier leur autorisation. Les exploitants soumettent tout programme de surveillance actualisé au ministre pour approbation ;
- 4° les exigences en matière de déclaration;

5° l'obligation de restituer, dans les quatre mois qui suivent la fin de chaque année civile, des quotas correspondant aux émissions SEQE totales de l'installation au cours de l'année civile écoulée, telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 38.

(3) Sur demande motivée du ministre, l'exploitant d'une installation doit délivrer les informations jugées nécessaires aux fins de l'application de la présente loi.

Art. 26. Changements concernant les installations

(1) Au moins deux mois à l'avance, l'exploitant informe le ministre de tous changements prévus en ce qui concerne la nature, le fonctionnement de l'installation, ou toute extension ou réduction importante de sa capacité, susceptibles de nécessiter une actualisation de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre et de la date prévisible à laquelle auront lieu les changements. Le cas échéant, le ministre actualise l'autorisation et tient compte de tout changement réellement effectué. En cas de changement de l'identité de l'exploitant de l'installation, le ministre met à jour l'autorisation pour y faire figurer le nom et l'adresse du nouvel exploitant.

2) L'exploitant informe l'administration de tout changement relatif à l'exploitation d'une installation ayant une incidence sur l'allocation de cette installation. Cette information ~~et l'information relative à la détermination des niveaux d'activités visée à l'article 3 du règlement d'exécution (UE) 2019/1842 de la Commission du 31 octobre 2019 portant modalités d'application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des modalités supplémentaires pour les adaptations de l'allocation de quotas d'émission à titre gratuit liées aux variations du niveau d'activité doivent parvenir à l'administration pour le 15 février au plus tard.~~

[...]

(3) En cas de reprise d'une installation par un autre exploitant, les décisions d'allocation existantes concernant les allocations non encore allouées sont reportées sur la nouvelle installation. Le nouvel exploitant est responsable des obligations du cycle de conformité complet qui n'est pas encore clôturé au moment de la reprise. Cet exploitant ne soumet qu'une seule déclaration et vérification des émissions SEQE pour lesquelles il effectue une restitution unique des quotas à partir du compte d'exploitant qu'il a repris. Cet exploitant devient responsable des corrections des émissions SEQE se référant à des cycles de conformité déjà clôturés.

Art. 27. Quantité de quotas pour l'ensemble de l'Union

(1) La quantité de quotas délivrée chaque année pour l'ensemble de l'Union à compter de 2013 diminue de manière linéaire à partir du milieu de la période 2008-2012. Cette quantité diminue d'un facteur linéaire de 1,74 pour cent par rapport au total annuel moyen de quotas délivrés par les États membres conformément aux décisions de la Commission relatives à leurs plans nationaux d'allocation de quotas pour la période 2008-2012.

(2) A partir de 2021, le facteur linéaire est de 2,2 pour cent.

Art. 28. Adaptation de la quantité de quotas délivrée pour l'ensemble de l'Union

En ce qui concerne les installations qui ont été incluses dans le SEQE de l'UE au cours de la période 2008-2012 au titre de l'article 24, paragraphe 1^{er}, de la directive 2003/87/CE précitée, la quantité de quotas à délivrer à compter du 1^{er} janvier 2013 est adaptée pour tenir compte de la quantité annuelle moyenne de quotas délivrés pour ces installations au cours de la période de leur inclusion, elle-même adaptée en utilisant le facteur linéaire visé à l'article 27.

Art. 29. Mise aux enchères des quotas

(1) Est mise aux enchères l'intégralité des quotas qui ne sont pas délivrés à titre gratuit conformément à l'article 30 ou à l'article 10 quater de la Directive 2003/87/CE telle que modifiée et qui ne sont pas placés

dans la réserve de stabilité du marché créée par la décision (UE) 2015/1814 du Parlement européen et du Conseil, ci-après dénommée « réserve de stabilité du marché »-ou qui ne sont pas annulés conformément à l'article 34, paragraphe 6.

(2) Les recettes de la mise aux enchères sont portées directement en recette au fonds dont question au titre III.

Un pourcentage minimal de 50 pour cent des recettes tirées de la mise aux enchères des quotas visés au paragraphe 2, y compris l'intégralité des recettes des enchères visées au paragraphe 2, lettres b) et c), ou l'équivalent en valeur financière de ces recettes, sera utilisé pour une ou plusieurs des fins suivantes :

1° réduction des émissions SEQE de gaz à effet de serre, notamment en contribuant au Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et au Fonds d'adaptation rendu opérationnel par la conférence sur le changement climatique de Poznan (COP 14 et COP/MOP 4), adaptation aux conséquences du changement climatique et financement d'activités de recherche et de développement ainsi que de projets de démonstration en vue de la réduction des émissions SEQE et de l'adaptation au changement climatique, y compris la participation à des initiatives s'inscrivant dans le cadre du plan stratégique européen pour les technologies énergétiques et des plates-formes technologiques européennes;

2° développement des énergies renouvelables pour respecter l'engagement de l'Union en matière d'énergies renouvelables, ainsi que développement d'autres technologies qui contribuent à la transition vers une économie sobre en carbone sûre et durable, et contribution au respect de l'engagement de l'Union d'augmenter son efficacité énergétique pour l'amener aux niveaux convenus dans des actes législatifs pertinents ;

3° mesures destinées à éviter le déboisement et à accroître le boisement au Luxembourg et le boisement dans les pays en développement ayant ratifié l'accord international;

4° transfert de technologies et facilitation de l'adaptation aux effets néfastes du changement climatique dans ces pays;

5° piégeage par la sylviculture dans l'UE;

6° captage et stockage géologique, dans des conditions de sécurité pour environnement, du CO₂, en particulier en provenance des centrales à combustibles fossiles solides et d'une gamme de secteurs et de sous-secteurs industriels, y compris dans les pays tiers;

7° incitation à adopter des moyens de transport à faible émission et les transports publics;

8° financement des activités de recherche et de développement en matière d'efficacité énergétique et de technologies propres dans les secteurs couverts par la présente loi;

9° mesures destinées à améliorer l'efficacité énergétique, les systèmes de chauffage urbain et l'isolation ou à fournir un soutien financier afin de prendre en considération les aspects sociaux en ce qui concerne les ménages à revenus faibles et moyens ;

11° couverture des frais administratifs liés à la gestion du SEQE de l'UE;

12° financement des actions climatiques dans les pays tiers vulnérables, notamment pour l'adaptation aux conséquences du changement climatique;

13° promotion de l'acquisition de compétences et de la réaffectation de la main-d'œuvre afin de contribuer à une transition juste vers une économie sobre en carbone, en particulier dans les régions les plus concernées par la transition professionnelle, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux.

Art. 30. Délivrance de quotas à titre gratuit

(1) Aucun quota n'est délivré à titre gratuit pour la production d'électricité, à l'exception des cas relevant de l'article 10 *quater* de la Directive 2003/87/CE précitée et de l'électricité produite à partir de gaz résiduaires.

(2) Sous réserve des paragraphes 3 et 9, et sans préjudice de l'article 10*quater* de la Directive 2003/87/CE

précitée, aucun quota n'est alloué à titre gratuit aux producteurs d'électricité, aux installations de captage de CO₂, aux pipelines destinées au transport de CO₂ ou aux sites de stockage de CO₂.

(3) Des quotas gratuits sont alloués au chauffage urbain ainsi qu'à la cogénération à haut rendement telle que définie par le règlement grand-ducal modifié du 26 décembre 2012 relatif à la production d'électricité basée sur la cogénération à haut rendement. Pour chaque année postérieure à 2013, le total des quotas délivrés à ces installations pour la production de ce type de chaleur est adapté en utilisant le facteur linéaire visé à l'article 27, à l'exception des années pour lesquelles ces quotas sont adaptés de manière uniforme conformément au paragraphe 4 du présent article.

(4) Afin de respecter la part de quotas à mettre aux enchères visée à l'article 29, lorsque la somme des quotas alloués à titre gratuit chaque année n'atteint pas la quantité maximale permettant de respecter la part de quotas à mettre aux enchères, le reste des quotas nécessaire pour atteindre cette quantité est utilisé pour éviter ou limiter la réduction des quotas alloués à titre gratuit, de manière à respecter la part de quotas à mettre aux enchères les années suivantes. Toutefois, dans les cas où la quantité maximale est atteinte, les quotas alloués à titre gratuit sont adaptés en conséquence. Cette adaptation est effectuée de manière uniforme.

(5) Par dérogation au paragraphe 4, une quantité supplémentaire s'élevant, au maximum, à 3 % de la quantité totale des quotas est utilisée, dans la mesure nécessaire, pour augmenter la quantité maximale disponible au titre du paragraphe 4.

(6) Lorsque moins de 3 pour cent de la quantité totale des quotas sont nécessaires pour augmenter la quantité maximale disponible au titre du paragraphe 4:

1° 50 millions de quotas au maximum sont utilisés pour augmenter la quantité de quotas disponibles pour soutenir l'innovation conformément à l'article 10 *bis*, paragraphe 8 de la directive 2003/87/CE précitée; et

2° 0,5 pour cent au maximum de la quantité totale de quotas est utilisé pour augmenter la quantité de quotas disponibles afin de moderniser les systèmes énergétiques de certains États membres conformément à l'article 10 *quinquies* de la directive 2003/87/CE précitée.

(7) Les quotas compris dans le montant maximal visé au paragraphe 4 du présent article qui n'ont pas été alloués à titre gratuit au plus tard en 2020 sont mis en réserve pour les nouveaux entrants, ainsi que 200 millions de quotas placés dans la réserve de stabilité du marché en application de l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la décision (UE) n° 2015/1814. Sur les quotas mis en réserve, jusqu'à 200 millions sont à nouveau placés dans la réserve de stabilité du marché à la fin de la période 2021-2030 s'ils n'ont pas été alloués au cours de cette période. À partir de 2021, les quotas qui, en application des paragraphes 10 et 11, n'ont pas été alloués aux installations, sont ajoutés à la quantité de quotas mis en réserve en application de la première phrase du présent paragraphe.

(8) L'allocation de quotas à titre gratuit diminue ensuite chaque année en quantités égales, pour atteindre 30 pour cent à compter de 2020.

(9) Aucun quota n'est alloué à titre gratuit à une installation qui a cessé son activité, sauf si l'exploitant apporte au ministre, pour cette installation, la preuve de la reprise de la production dans un délai précis et raisonnable. Les installations dont l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre a expiré ou a été retirée et les installations dont l'activité ou la reprise d'activité est techniquement impossible sont considérées comme ayant cessé leurs activités.

(10) Le niveau des quotas alloués à titre gratuit aux installations dont les activités ont augmenté ou diminué, selon une évaluation réalisée sur la base d'une moyenne mobile de deux années, de plus de 15 pour cent par rapport au niveau initialement retenu pour déterminer l'allocation de quotas à titre gratuit pour la période concernée visée à l'article 11, paragraphe 1^{er}, de la Directive 2003/87/CE précitée, est adaptée, le cas échéant. Ces adaptations s'effectuent avec les quotas provenant de la quantité de quotas mis en réserve conformément au paragraphe 8 ou en ajoutant des quotas à cette quantité.

(11) La demande d'allocation de quotas d'émission à titre gratuit doit être introduite par l'exploitant avant le 30 mai 2019 pour la première période d'allocation, et tous les cinq ans par la suite. Sur demande dûment motivée, l'administration peut fixer une autre date limite qui ne peut cependant dépasser de plus d'un mois la date limite ci-dessus.

Art. 31. Mesures nationales d'exécution

(1) Au plus tard le 28 février de chaque année, le ministre délivre la quantité de quotas allouée pour l'année concernée, calculée conformément aux articles 29 et 30, et de l'article 3, paragraphe 3, alinéa 3, du règlement d'exécution (UE) 2019/1842 précité.

(2) Le ministre ne peut octroyer de quotas à titre gratuit aux installations dont la Commission a refusé l'inscription sur la liste visée à l'article 11, paragraphe 1^{er}, de la directive 2003/87/CE précitée.

Section 4.- Dispositions applicables au secteur de l'aviation et aux installations fixes

Art. 32. Utilisation des REC et des URE résultant d'activités de projet dans le cadre du SEQE de l'UE

Seules les REC et URE provenant de projets des pays tiers qui ont ratifié l'Accord de Paris sont acceptées dans le SEQE de l'UE.

Art. 33. Activités de projets

(1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3, et lorsqu'une activité de projet est mise en œuvre, aucune URE ou REC ne peut être délivrée pour une réduction ou une limitation des émissions SEQE de gaz à effet de serre des installations qui relèvent de la présente loi.

Les activités de projet ne sont autorisées que lorsque tous les participants au projet ont leur siège social soit dans un pays qui a signé l'accord international relatif à ces projets, soit dans un pays ou une entité sous-fédérale ou régionale qui est lié(e) au SEQE de l'UE conformément à l'article 25 de la Directive 2003/87/CE précitée.

(2) Lorsqu'il autorise la participation d'entités privées ou publiques à des activités de projet, le Ministre veille à ce qu'elle soit compatible avec les orientations, modalités et procédures pertinentes adoptées en vertu de la CCNUCC ou du Protocole.

(3) Dans le cas d'activités de projet de production d'hydroélectricité avec une capacité de production excédant 20 mégawatt, le Ministre s'assure, lorsqu'il approuve de telles activités de projet, que les critères et lignes directrices internationaux pertinents, y compris ceux contenus dans le rapport final de 2000 de la Commission mondiale des Barrages « Barrages et développement: un nouveau cadre pour la prise de décision », seront respectés pendant la mise en place de telles activités de projet.

Art. 34. Transfert, restitution, suspension, annulation et réclamation de quotas

(1) Les quotas peuvent être transférés entre:

1° personnes dans l'Union européenne;

2° personnes dans l'Union européenne et personnes dans des pays tiers où ces quotas sont reconnus mutuellement en application d'accords conclus entre l'Union européenne et lesdits pays, sans restrictions autres que celles contenues dans la présente loi ou adoptées en application de celle-ci.

(2) Les quotas délivrés par une autorité compétente d'un autre État membre de l'Union européenne sont reconnus aux fins des obligations incombant respectivement aux exploitants d'aéronefs et aux exploitants d'installations.

(3) Le ministre s'assure que, au plus tard le 30 avril de chaque année, chaque exploitant d'aéronef restitue un nombre de quotas égal au total des émissions SEQE de l'année civile précédente, vérifiées

conformément à l'article 38, résultant des activités aériennes visées à l'annexe I pour lesquelles il est considéré comme l'exploitant de l'aéronef. Le ministre veille à ce que les quotas restitués soient annulés.

(4) Pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2020, tout exploitant d'une installation restituée, le 30 avril de chaque année au plus tard, un nombre de quotas, autres que des quotas de l'aviation, correspondant aux émissions SEQE totales de cette installation au cours de l'année civile écoulée, telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 38. Le ministre veille à ce que les quotas restitués soient ensuite annulés.

Pour la période débutant le 1^{er} janvier 2021, tout exploitant d'une installation restituée, le 30 avril de chaque année au plus tard, un nombre de quotas correspondant aux émissions SEQE totales de cette installation au cours de l'année civile écoulée, telles qu'elles ont été vérifiées conformément à l'article 32. Le ministre veille à ce que ces quotas soient ensuite annulés.

(5) Une obligation de restituer des quotas ne doit pas se produire dans le cas d'émissions SEQE vérifiées en tant que faisant l'objet d'un captage et d'un transport en vue d'un stockage permanent vers une installation pour laquelle une autorisation est en vigueur conformément à la loi du 27 août 2012 sur le stockage géologique du dioxyde de carbone.

(6) Des quotas peuvent être annulés à tout moment à la demande de la personne qui les détient. En cas de fermeture de capacités de production d'électricité sur le territoire national en raison de mesures nationales supplémentaires, des quotas provenant de la quantité totale de quotas mis aux enchères peuvent être annulés, à concurrence d'un montant correspondant à la moyenne des émissions SEQE vérifiées de l'installation concernée au cours d'une période de cinq ans précédant la fermeture. La Commission en est informée.

(7) Les paragraphes 1^{er} et 2 s'entendent sans préjudice de l'article 10 *quater* de la Directive 2003/87/CE précitée.

(8) Le ministre peut suspendre l'allocation de quotas d'émission pour les installations qui ont interrompu leurs activités tant qu'il n'est pas établi qu'elles vont reprendre ces activités.

(9) Le ministre peut suspendre l'allocation de quotas tant que l'exploitant ne fournit pas les informations correctes et acceptables qui permettent de décider sur son allocation ou allocation modifiée.

(10) Lorsque, du fait de fausses données fournies par l'exploitant d'aéronefs ou d'installations fixes, de données indisponibles au moment de l'allocation ou d'une erreur commise par l'administrateur du registre, une surallocation a été effectuée, l'opérateur en question doit retourner les quotas non dus sur le compte indiqué par l'administrateur du registre.

(11) La restitution de quotas non dus n'ouvre aucun droit à indemnisation dans le chef de l'exploitant.

(12) En cas d'ouverture de la procédure de faillite ou de liquidation d'une société, les obligations du présent article sont assumées par le curateur respectivement le liquidateur. Seuls les quotas excédant les obligations visées dans le présent article font partie de la masse.

Art. 35. Validité des quotas

Les quotas délivrés à partir du 1^{er} janvier 2013 sont valables pour une durée indéterminée. Les quotas délivrés à partir du 1^{er} janvier 2021 comportent une mention indiquant au cours de quelle période de dix ans à compter du 1^{er} janvier 2021 ils ont été délivrés, et ils sont valables pour les émissions SEQE produites dès la première année de cette période.

Art. 36. Surveillance et déclaration des émissions SEQE .

Chaque exploitant d'installation ou d'aéronef, après la fin de l'année concernée, surveille et déclare au ministre les émissions SEQE produites par son installation ou par l'aéronef qu'il exploite, au cours de chaque année civile, conformément à l'annexe IV de la directive 2003/87/CE précitée telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité des articles 22 et 23 de cette directive et au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité. Les déclarations annuelles et les rapports

du vérificateur doivent être présentés par les exploitants d'installations ou les exploitants d'aéronefs à l'administration au plus tard le 7 mars.

Art. 37. Vérification et accréditation

Les déclarations présentées par les exploitants d'installations ou les exploitants d'aéronefs en application de l'article 37 sont vérifiées conformément à l'annexe V de la directive 2003/87/CE précitée telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité des articles 22 et 23 de cette directive et au règlement d'exécution (UE) 2018/2067 de la Commission du 19 décembre 2018 concernant la vérification des données et l'accréditation des vérificateurs conformément à la directive 2003/87/CE telle que modifiée.

Un exploitant ou un exploitant d'aéronef dont la déclaration n'a pas été reconnue satisfaisante, après vérification, pour le 31 mars de chaque année en ce qui concerne les émissions SEQE de l'année précédente, ne peut plus transférer de quotas jusqu'à ce qu'une déclaration de la part de cet exploitant ou exploitant d'aéronef ait été vérifiée comme étant satisfaisante.

Au moins une semaine à l'avance, les exploitants et les exploitants d'aéronefs communiquent la date de la visite sur site du vérificateur à l'administration. Cette dernière peut participer à cette visite sur site en tant qu'observatrice.

Art. 38. Diffusion d'informations et secret professionnel

L'ensemble des décisions et des rapports concernant la quantité et la distribution des quotas, ainsi que la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions SEQE, est immédiatement et systématiquement diffusé de manière à garantir un accès non discriminatoire à ces informations.

Il est interdit de communiquer les informations couvertes par le secret professionnel à toute autre personne ou autorité, sous réserve de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

Art. 39. Accès à l'information

Les décisions relatives à l'allocation de quotas, les informations relatives aux activités de projets et les rapports sur les émissions SEQE requis conformément à l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre qui sont détenus respectivement par le ministre et l'administration sont mis à la disposition du public sur un site électronique créée à cet effet.

Art. 40. Registres

(1) Les quotas délivrés sont détenus dans le registre communautaire pour exécuter les opérations relatives à la tenue des comptes de dépôt ouverts dans l'Etat membre et à l'allocation, à la restitution et à l'annulation des quotas en application du règlement (UE) n° 389/2013 de la Commission du 2 mai 2013 établissant un registre de l'Union conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil et aux décisions n°280/2004/CE et n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (UE) n° 920/2010 et (UE) n° 1193/2011 de la Commission, tel que modifié et à partir du 1^{er} janvier 2021 en application du règlement délégué (UE) 2019/1122 de la Commission du 12 mars 2019 complétant la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le fonctionnement du registre de l'Union.

Chaque Etat membre peut exécuter les opérations autorisées au titre de la CCNUCC ou du protocole de Kyoto.

A l'exception des comptes de vérificateur, les frais de gestion des comptes sont à payer annuellement par le titulaire du compte. Les frais de gestion sont de 500 euros. Au moins un des représentants autorisés d'un compte doit être résident permanent au Luxembourg, sauf pour les comptes de vérificateur, les comptes de dépôt d'exploitants et les compte de dépôt d'exploitants d'aéronefs.

(2) Toute personne peut détenir des quotas. Le registre est accessible au public et comporte des comptes séparés pour enregistrer les quotas détenus par chaque personne à laquelle et de laquelle des quotas sont délivrés ou transférés.

(3) L'opérateur est tenu d'introduire le chiffre des émissions SEQE dans le registre pour le 31 mars de chaque année et le vérificateur est tenu de l'approuver pour cette même date.

(4) L'administrateur du registre bloque le compte d'exploitant si ce dernier n'a pas présenté la déclaration des émissions SEQE et le rapport du vérificateur à l'administration pour le 31 mars de chaque année.

(5) Afin de vérifier l'authenticité d'une demande d'ouverture de compte ou d'une demande de modification du compte, chaque utilisateur du registre est tenu de fournir une copie certifiée de sa carte d'identité ainsi qu'un certificat de résidence datant de moins de trois mois.

Art. 41. Administration

(1) L'administration est l'administrateur national chargé de gérer une série de comptes d'utilisateur du registre de l'Union. Elle est également l'administration compétente administrative pour l'approbation des plans de surveillance et autres rapports que les exploitants et vérificateurs doivent soumettre, à l'exception des demandes d'allocation ou de modification d'allocation qui sont approuvées par le ministre. Elle peut se faire assister par un expert.

(2) L'administration peut exiger que les exploitants, les exploitants d'aéronefs et les vérificateurs utilisent des modèles électroniques ou des formats de fichiers spécifiques pour soumettre :

1° les demandes en vue d'une allocation à titre gratuit ;

2° la déclaration visée à l'article 26, paragraphes 1 et 2 ;

3° les déclarations relatives aux données de référence, les plans méthodologiques de surveillance et les rapports de vérification visés à l'article 4, paragraphe 2 du règlement délégué (UE) 2019/331 de la Commission du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10 *bis* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil ;

4° les déclarations des données de nouveaux entrants, les plans méthodologiques de surveillance et les rapports de vérification visés à l'article 5, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2019/331 précité ;

5° les plans de surveillance et les corrections apportées à ces plans, ainsi que la remise des déclarations annuelles d'émissions SEQE et de données relatives aux tonnes-kilomètres, les rapports de vérification et les rapports relatifs aux améliorations apportées dont question au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité, sous réserve de l'article 3, paragraphe 3, alinéa 3 du règlement d'exécution (UE) 2019/1842 précité ;

6° Les rapports de vérification visés par le règlement d'exécution (UE) 2018/2067 précité.

Chapitre 6 Dispositions diverses

Art. 42. Amendes administratives

(1) En cas d'exploitation en l'absence d'autorisation visée à l'article 23, le ministre inflige à l'exploitant ou à l'exploitant d'aéronefs une amende forfaitaire de 500€ euros par jour d'exploitation sans autorisation

(2) En cas de non-soumission du plan de surveillance, du rapport d'amélioration ou de la déclaration des émissions visés par le règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité ;, du rapport du vérificateur visé par le règlement (UE) 2018/2067 précité ;, ou du plan méthodologique de surveillance visé par le règlement délégué (UE) 2019/331 précité, le ministre inflige à l'exploitant ou à l'exploitant d'aéronefs une amende forfaitaire de 250€ euros par jour de retard.

(3) En cas de non-retour de quotas visés à l'article 34, paragraphe 10, le ministre inflige à l'exploitant ou à l'exploitant d'aéronefs une amende forfaitaire de 500€ euros par jour de retard.

(4) Tout exploitant ou exploitant d'aéronef qui, au plus tard le 30 avril de chaque année, ne restitue pas un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions SEQE de l'année précédente, est tenu de payer une amende sur les émissions SEQE excédentaires. Pour chaque tonne d'équivalent-dioxyde de carbone émise pour laquelle l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef n'a pas restitué de quotas, l'amende sur les émissions SEQE excédentaires est de 100 euros. Le paiement de l'amende sur les émissions SEQE excédentaires ne libère pas l'exploitant ou exploitant d'aéronef de l'obligation de restituer un nombre de quotas égal à ces émissions SEQE excédentaires lors de la restitution des quotas correspondant à l'année civile suivante.

La non restitution à la date du 30 avril déclenche d'office l'amende.

L'amende sur les émissions SEQE excédentaires concernant les quotas délivrés à compter du 1^{er} janvier 2013 augmente conformément à l'indice européen des prix à la consommation.

(5) Les amendes sont payables dans les trente jours de la notification de la décision écrite, nonobstant l'exercice d'une voie de recours.

Le paiement de l'amende ne libère pas l'exploitant ou l'exploitant d'aéronefs des obligations précitées. Si les obligations ne sont pas respectées malgré l'amende prononcée, l'exploitant ou l'exploitant d'aéronefs s'expose aux mesures administratives prévues à l'article 43.

Les amendes sont perçues par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA Le recouvrement se fait comme en matière de droits d'enregistrement. Les amendes sont portées directement en recette au fonds dont question au Titre III.

Art. 43. Mesures administratives

(1) En cas de non-respect des dispositions des articles 19, 21, 23, 24 paragraphe 2, 25 paragraphe 3, 26, 30 paragraphe 12, 34, 26, 37 et 40 paragraphe 3, le ministre peut, selon le cas :

1° impartir à l'exploitant ou à l'exploitant d'un aéronef un délai dans lequel ce dernier doit se conformer à ces dispositions, délai qui ne peut être supérieur à deux ans,

2° faire suspendre, en tout ou en partie, l'exploitation d'une installation ou d'une activité aérienne par mesure provisoire ou faire fermer l'installation, en tout ou en partie et apposer des scellés.

Tout intéressé peut demander l'application des mesures visées à l'alinéa 1.

Dès qu'il a été constaté qu'il a été mis fin aux non-conformités ayant fait l'objet des mesures visées à l'alinéa 1, ces dernières sont levées.

(2) Le ministre peut retirer à l'exploitant l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre si celle-ci a été délivrée sur base de renseignements sciemment inexacts ou s'il ne respecte pas les dispositions réglementaires ou les conditions particulières déterminées dans l'autorisation.

(3) Si le ministre constate qu'un exploitant d'aéronef ne se conforme pas à l'injonction dont question au paragraphe 1^{er} premier tiret, il peut, sans préjudice du paragraphe 1^{er} deuxième tiret, demander à la Commission d'adopter une décision imposant une interdiction d'exploitation à l'encontre de l'exploitant d'aéronef concerné.

Toute demande formulée en application du présent paragraphe comporte:

1° des éléments démontrant que l'exploitant d'aéronef ne s'est pas conformé aux obligations qui lui incombent en vertu de la présente loi;

2° des précisions sur les mesures coercitives prises pour assurer le respect de la loi;

3° une justification de l'imposition d'une interdiction d'exploitation au niveau communautaire; et

4° une recommandation quant à la portée d'une interdiction d'exploitation au niveau communautaire et aux conditions éventuelles qui devraient être appliquées.

Lorsque la Commission envisage de prendre une décision faisant suite à une demande introduite en

vertu du présent paragraphe, elle communique à l'exploitant d'aéronef concerné les faits et considérations essentiels qui justifient cette décision. L'exploitant d'aéronef concerné a la possibilité de soumettre à la Commission des observations par écrit dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de la communication de ces faits et considérations.

La décision de la Commission portant interdiction d'exploitation à l'encontre de l'exploitant d'aéronef concerné est applicable sur le territoire national.

(4) Sans préjudice des dispositions qui précèdent, le nom des exploitants et des exploitants d'aéronefs qui sont en infraction par rapport à l'exigence de restituer suffisamment de quotas ou de retourner les quotas est publié.

(5) Les décisions prises en application du présent article sont susceptibles d'un recours devant le Tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans les quarante jours de la notification de la décision intervenue.

Art. 44. Recherche et constatation des infractions

(1) Outre les membres du cadre policier ayant la qualité d'officier de police judiciaire, les agents de l'Administration des douanes et accises et les agents de l'Administration de l'environnement sont chargés de constater les infractions à la présente loi et à ses règlements d'exécution.

(2) Dans l'exercice de leurs fonctions, ces agents ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils peuvent exercer ces fonctions sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

(3) A l'exception des membres du cadre policier ayant la qualité d'officier de police judiciaire, les agents visés au paragraphe 1^{er} doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions. Le programme et la durée de formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont précisées par règlement grand-ducal.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, le serment suivant : « Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité ».

L'article 458 du Code pénal leur est applicable.

Art. 45. Prérogatives et pouvoirs de contrôle

(1) Les membres du cadre policier ayant la qualité d'officier de police judiciaire et les agents visés à l'article 44 ont accès aux locaux, installations, sites et moyens de transport assujettis à la présente loi et à ses règlements d'exécution. Ils peuvent pénétrer de jour et de nuit, lorsqu'il existe des indices suffisants ou des motifs légitimes de considérer qu'un contrôle du respect des dispositions de la présente loi ou des règlements d'exécution, dans les locaux, installations, sites et moyens de transport visés ci-dessus s'impose.

(2) Les dispositions du paragraphe 1^{er} ne sont pas applicables aux locaux qui servent à l'habitation.

Toutefois, et sans préjudice de l'article 33, paragraphe 1^{er}, du Code de procédure pénale, s'il existe des indices graves faisant présumer que l'origine de l'infraction se trouve dans les locaux destinés à l'habitation, il peut être procédé à la visite domiciliaire entre six heures et demie et vingt heures par un des agents ayant la qualité d'officier de police judiciaire visés à l'article 44, ou par un officier de police judiciaire de la Police grand-ducale, agissant en vertu d'un mandat du juge d'instruction.

(3) Dans l'exercice des attributions prévues aux paragraphes 1 et 2, les membres du cadre policier ayant la qualité d'officier de police judiciaire et les agents visés à l'article 44 sont autorisés à :

1° constater les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire ;

2° accéder à tous locaux, terrains ou installations à usage professionnel, prendre ou obtenir la communication des livres, factures et tous autres documents professionnels et en prendre copie, recueillir, sur convocation ou sur place, les renseignements et justifications;

3° prélever des échantillons aux fins d'analyser la quantité des émissions SEQE de gaz à effet de

serre visés à l'annexe II de la directive 2003/87/CE précitée telle que modifiée par les actes délégués de la Commission européenne pris en conformité des articles 22 et 23 de cette directive. Ces échantillons sont pris contre délivrance d'un accusé de réception. Une partie de l'échantillon, cachetée ou scellée, est remise à l'exploitant de l'établissement ou au détenteur pour le compte de celui-ci, à moins que l'exploitant ou le détenteur n'y renoncent expressément.

(4) Toute personne faisant l'objet des mesures prévues au présent article est tenue, à la réquisition des membres du cadre policier ayant la qualité d'officier de police judiciaire et des agents dont question à l'article 44, de faciliter les opérations auxquelles ceux-ci procèdent en vertu de la présente loi.

(5) Les frais occasionnés par les mesures prises en vertu du présent article sont compris dans les frais de justice dont ils suivent le sort.

Art. 46. Sanctions pénales

Est punie d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 1.000.000 euros ou d'une de ces peines seulement :

1° Toute personne qui par infraction à l'article 34, paragraphe 10 ne restitue pas les quotas y visés;

2° Toute personne qui par infraction à l'article 12, ~~(1)~~ 1^{er}, du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité ne déclare pas les émissions SEQE;

3° Toute personne qui par infraction à l'article 23, paragraphe 2, du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité n'informe pas immédiatement l'autorité compétente de son impossibilité à mettre en œuvre une surveillance conforme au plan de surveillance approuvé par l'autorité compétente;

4° Toute personne qui par infraction à l'article 25, paragraphe 3 ne délivre pas les informations y visées;

5° Toute personne qui par infraction à l'article 26, paragraphe 2 n'informe pas le ministre des changements y visés;

6° Toute personne qui par infraction à l'article 34, paragraphe 4 ne restitue pas les quotas avant l'écoulement du délai y visé;

7° Toute personne qui par infraction à l'article 36 ne déclare pas les émissions SEQE conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 précité;

8° Toute personne qui entrave ou ne respecte pas les mesures administratives prises en application de l'article 43.

Art. 47. Disposition modificative

L'article 4, lettre k) de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement est supprimé.

Art. 48. Disposition abrogatoire

La loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre est abrogée.

Art. 49. Dispositions transitoires

(1) Le plan intégré en matière d'énergie et de climat adopté avant l'entrée en vigueur de la présente loi reste valable. Sa mise à jour relève de l'article 14 du règlement UE 2018/1999 précité et de l'article 11.

(2) La stratégie à long terme pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre adoptée avant l'entrée en vigueur de la présente loi reste valable. Sa mise à jour relève de l'article 15 du règlement UE 2018/1999 précité et de l'article 12.

(3) La stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique adoptée avant l'entrée en vigueur de la présente loi reste valable. Sa mise à jour relève de l'article 13.

(4) Les autorisations émises sous l'empire de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre restent valables jusqu'à leur terme.

(5) L'article 11, l'article 11*bis* paragraphes 3 à 6, paragraphe 7, alinéas 1 et 2, paragraphes 9, 10 et 11 et l'article 12*bis*, paragraphe 7, de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020.

(6) Les mesures administratives émises sous l'empire de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre restent valables et leur non-respect est pénalement sanctionné.

Art. 50. Intitulé de citation

La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante « loi du [...] relative au climat ».

ANNEXE I

Catégories d'activités auxquelles s'applique la présente loi

1. Les installations ou parties d'installations utilisées pour la recherche, le développement et l'expérimentation de nouveaux produits et procédés, ainsi que les installations utilisant exclusivement de la biomasse, ne sont pas visées par la présente loi.
2. Les valeurs seuils citées ci-dessous se rapportent généralement à des capacités de production ou à des rendements. Si une même installation met en œuvre plusieurs activités relevant de la même catégorie, les capacités de ces activités s'additionnent.
3. Pour calculer la puissance calorifique totale de combustion d'une installation afin de décider de son inclusion dans le système communautaire, on procède par addition des puissances calorifiques de combustion de toutes les unités techniques qui la composent, dans lesquelles des carburants sont brûlés au sein de l'installation. Parmi ces unités peuvent notamment figurer tous les types de chaudières, brûleurs, turbines, appareils de chauffage, hauts-fourneaux, incinérateurs, calcinateurs, fours, étuves, sécheurs, moteurs, piles à combustible, unités de combustion en boucle chimique, torchères, ainsi que les unités de postcombustion thermique ou catalytique. Les unités dont la puissance calorifique de combustion est inférieure à 3 MW et les unités qui utilisent exclusivement de la biomasse ne sont pas prises en considération dans ce calcul. Les unités qui utilisent exclusivement de la biomasse comprennent les unités qui utilisent des combustibles fossiles dans les phases de démarrage ou d'extinction de l'unité.
4. Si une unité met en œuvre une activité dont le seuil n'est pas exprimé en puissance calorifique totale de combustion, c'est le seuil utilisé pour cette activité qui détermine l'inclusion dans le système communautaire.
5. Lorsqu'une installation dépasse le seuil de capacité défini pour une activité dans la présente annexe, toutes les unités de combustion de carburants, autres que les unités d'incinération de déchets dangereux ou municipaux, sont incluses dans le permis d'émission de gaz à effet de serre.
6. Tous les vols à l'arrivée ou au départ d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre soumis aux dispositions du traité sont couverts.

Activités	Gaz à effet de serre
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)	Dioxyde de carbone
Raffinage de pétrole	
Production de coke	Dioxyde de carbone
	Dioxyde de carbone
Grillage ou frittage, y compris pelletisation, de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré)	Dioxyde de carbone

<p>Production de fonte ou d'acier (fusion primaire ou secondaire), y compris les équipements pour coulée continue d'une capacité de plus de 2,5 tonnes par heure</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Production ou transformation de métaux ferreux (y compris les ferroalliages) lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées. La transformation comprend, notamment, les laminoirs, les réchauffeurs, les fours de recuit, les forges, les fonderies, les unités de revêtement et les unités de décapage</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Production d'aluminium primaire</p>	<p>Dioxyde de carbone et hydrocarbures perfluorés</p>
<p>Production d'aluminium secondaire, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Production ou transformation de métaux non ferreux, y compris la production d'alliages, l'affinage, le moulage en fonderie, etc., lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion (y compris les combustibles utilisés comme agents réducteurs) est supérieure à 20 MW sont exploitées</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour, ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Production de chaux, y compris la calcination de dolomite et de magnésite, dans des fours rotatifs ou dans d'autres types de fours, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques, de pierres réfractaires, de carrelages, de grès ou de porcelaines, avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Fabrication de matériaux isolants en laine minérale à partir de roches, de verre ou de laitier, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Séchage ou calcination du plâtre ou production de planches de plâtre et autres compositions à base de plâtre, lorsque</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>

<p>des unités de combustion dont la puissance calorifique de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées</p> <p>Production de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses</p> <p>Production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour</p> <p>Production de noir de carbone, y compris la carbonisation de substances organiques telles que les huiles, les goudrons, les résidus de craquage et de distillation, lorsque des unités de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW sont exploitées</p>	<p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Production d'acide nitrique</p> <p>Production d'acide adipique</p> <p>Production de glyoxal et d'acide glyoxylique</p> <p>Production d'ammoniac</p> <p>Production de produits chimiques organiques en vrac par craquage, reformage, oxydation partielle ou totale, ou par d'autres procédés similaires, avec une capacité de production supérieure à 100 tonnes par jour</p> <p>Production d'hydrogène (H₂) et de gaz de synthèse par reformage ou oxydation partielle avec une capacité de production supérieure à 25 tonnes par jour</p> <p>Production de soude (Na₂CO₃) et de bicarbonate de sodium (NaHCO₃)</p> <p>Captage des gaz à effet de serre produits par les installations couvertes par la présente loi en vue de leur transport et de leur stockage géologique dans un site de stockage autorisé conformément à la loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone</p> <p>Transport par pipelines des gaz à effet de serre en vue de leur stockage dans un site de stockage autorisé conformément à la loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone</p> <p>Stockage géologique des gaz à effet de serre dans un site de stockage autorisé conformément à la loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone</p>	<p>Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote</p> <p>Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote</p> <p>Dioxyde de carbone et protoxyde d'azote</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p> <p>Dioxyde de carbone</p>
<p>Aviation</p>	

<p>Vols au départ ou à l'arrivée d'un aéroport situé sur le territoire d'un Etat membre soumis aux dispositions du Traité.</p> <p>Sont exclus de cette définition:</p> <p>a) les vols effectués exclusivement aux fins de transporter, en mission officielle, un monarque régnant et sa proche famille, des chefs d'État, des chefs de gouvernement et des ministres, d'un pays autre que les États membres, lorsque cela est corroboré par une indication appropriée du statut dans le plan de vol;</p> <p>b) les vols militaires effectués par les avions militaires et les vols effectués par les services des douanes et de la police;</p> <p>c) les vols de recherche et de sauvetage, les vols de lutte contre le feu; les vols humanitaires et les vols médicaux d'urgence autorisés par le ministre;</p> <p>d) les vols effectués exclusivement selon les règles de vol à vue telles que définies à l'annexe II de la convention de Chicago;</p> <p>e) les vols se terminant à l'aéroport d'où l'aéronef avait décollé et au cours desquels aucun atterrissage intermédiaire n'a été effectué;</p> <p>f) les vols d'entraînement effectués exclusivement aux fins d'obtention d'une licence, ou d'une qualification dans le cas du personnel navigant technique, lorsque cela est corroboré par une remarque adéquate sur le plan de vol, à condition que les vols ne servent pas au transport de passagers et/ou de marchandises, ni pour la mise en place ou le convoyage des aéronefs;</p> <p>g) les vols effectués exclusivement aux fins de travaux de recherche scientifique ou de contrôles, d'essais ou de certification d'aéronefs ou d'équipements, qu'ils soient embarqués ou au sol;</p> <p>h) les vols effectués par des aéronefs dont la masse maximale certifiée au décollage est inférieure à 5.700 kg;</p> <p>i) les vols effectués dans le cadre d'obligations de service public imposées conformément au règlement (CEE) No 2408/92 aux liaisons au sein des régions ultrapériphériques spécifiées à l'article 299, paragraphe 2 du traité ou aux liaisons dont la capacité offerte ne dépasse pas 30.000 sièges par an;</p>	<p>Dioxyde de carbone</p>
---	---------------------------

j) les vols qui, à l'exception de ce point, relèveraient de cette activité, réalisés par un transporteur aérien commercial effectuant:

– soit moins de 243 vols par période pendant trois périodes consécutives de quatre mois;

– soit des vols produisant des émissions SEQE totales inférieures à 10.000 tonnes par an.

Les vols effectués exclusivement aux fins de transporter, en mission officielle, un monarque régnant et sa proche famille, des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement et des ministres d'un Etat membre ne peuvent pas être exclus en vertu du présent point.

k) du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2030, les vols qui, à l'exception de ce point relèveraient de cette activité, réalisés par un exploitant d'aéronef non commercial effectuant des vols dont les émissions annuelles totales sont inférieures à 1.000 tonnes de CO₂

ANNEXE III

Secteurs visés à l'article 5

Secteurs	Délimitation	catégorie(s) GIEC (CRF)
Industries de l'énergie et manufacturières, construction	Production et distribution d'électricité et de chaleur: ne comprend pas l'incinération de déchets avec récupération d'énergie (1A1), combustion (1A2), émissions fugitives (stockage et distribution d'énergie) (1B), procédés industriels (2A à 2C), utilisation non-énergétique de produits (2D), gaz fluorés et émissions de protoxyde d'azote de certains produits (2E à 2G)	1A1 hors incinération 1A2 1B 2
Transports	transports aériens domestiques (1A3a), routier (1A3b), par rail (1A3c) et par voie d'eau (domestique) (1A4b), ainsi que les véhicules militaires (1A5b).	1A3
	carburants	1A5

Bâtiments résidentiels et tertiaires	combustion (chauffage, climatisation/ventilation, eau chaude) pour les bâtiments commerciaux et de services (1A4a) et les logements résidentiels (1A4b).	1A4a et 1A4b
Agriculture et sylviculture	engins agricoles et sylvicoles (1A4c), combustion (chauffage, climatisation/ventilation, eau chaude) des bâtiments agricoles (1A4c), fermentation entérique (3A), gestion des déjections animales (3B), émissions directes et indirectes des sols agricoles (3D), chaulage des terres (3G) et épandage d'urée minérale (3H).	1A4c 3
Traitement des déchets et des eaux usées	stockage en décharges de déchets non dangereux (5A), compostage et traitement biologique des déchets (digestion anaérobie dans les installations de biogaz) (5B), incinération de déchets avec récupération d'énergie (1A1a) et traitement des eaux usées (5D).	1A1a incinération 5

*